

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le pacifisme pur peut-il sauver la Paix ?

par Roger HAGNAUER

La vérité sur les salaires d'Electricité
et Gaz de France

par Clément DELSOL

La présence réelle, condition de l'empire

par Robert LOUZON

Où va le titisme ?

par Pierre VAQUEZ

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 415 - Mars 1957

Le pacifisme pur peut-il sauver la Paix ? Des avocats arrêtés.	R. HAGNAUER
Les étudiants bulgares et le régime ... Chronique de l'Union des Syndicalistes (Naissance d'un cercle du Bâtiment. — Après le Comité du 7 mars. — A propos de finances...)	STEP
La vérité sur les salaires d'Electricité et Gaz de France ...	R. GUILLORE
Pour un syndicalisme révolutionnaire dans l'Enseignement technique « apprentis- sage ».	C. DELSOL
Un Père Lorient progressiste ...	R. H.
Parmi nos lettres	
Un mécontentement injustifié. — Un réa- bonnement motivé par des désaccords. — Sur un talon de mandat.	R. LOUZON
Notes d'économie et de politique	
La présence réelle, condition de l'empire. — Akaba et Gaza. — Février et juin ..	R. LOUZON
Quatre questions précises.	
Lettre de Tunis. Le syndicalisme et le pou- voir ...	J.-P. FINIDORI
Contre toutes les dictatures.	
Où va le titisme ...	Pierre VAQUEZ
Groupe d'action socialiste dans les Ar- denes.	
A travers les livres	
Le Consulat polonais de M. Joyeux (R. Guilloré). — L'histoire du mouvement ouvrier dans la Loire de Petrus Faure (U. Thévenon).	
L'affaire de Gaza ...	R. H.
Appel à la solidarité en faveur des Hon- grois.	
Cercle Zimmerwald.	

ENTRE NOUS

Quand on s'absorbe dans une tâche qu'on n'aban-
donne qu'à son terme, les heures de la nuit filent
imperceptibles. Une horloge qui sonne mesure brus-
quement la fatigue et l'on n'ose regarder le cadran.

C'est ainsi que certaines dates-repères nous rap-
pellent que les ans passent rapidement, nous cour-
bant un peu plus sur l'œuvre à laquelle nous nous
sommes voués.

En avril 1957, nous devrions célébrer le dixième
anniversaire de la renaissance de la « R.P. ». Il y a
dix ans, notre Finidori montait à Ménilmontant
porter à son vieil ami l'imprimeur Chapnik la copie
du 302^e numéro de la « R. P. », du premier numéro de
la nouvelle série.

Quatre noms avec le sien sur la couverture : Mo-
natte, Louzon, Rosmer, Victor Serge. Ce dernier de-
vait nous quitter définitivement et prématurément
dans l'année, sans que l'on soit assuré qu'un inquié-
tant crocheteur vers un Malraux gaulliste n'ait été
qu'une escapade sans lendemain.

Les trois autres sont demeurés tels qu'ils étaient
en 1947, tels qu'ils étaient à la fondation de la « R.
P. », vingt-deux ans auparavant. S'ils ont encore
beaucoup à nous apprendre sur les hommes et sur les
choses, nous n'avons plus rien à apprendre d'eux-
mêmes. En nous groupant autour d'eux, il y a trente-
deux ans, nous ne savions pas à quoi nous nous en-
gagions, mais nous pouvions savoir exactement avec
qui nous nous engageons.

A la « R.P. », pas d'ordre, ni d'alignement. Chacun
des fondateurs de la « R.P. » a certes adapté sa pen-
sée à l'évolution des choses. Mais chacun a gardé son
style personnel. « Le style, c'est l'homme »... non le
style de l'écrivain qui fabrique sa littérature... ici
c'est la manière de voir les choses, de les dire exac-
tement comme on les voit, d'écrire comme on veut
agir sur elles...

Aussi personne ne pouvait songer, pas plus en
1947 qu'en 1925, à soumettre le « style » de chacun

des membres du noyau et surtout de nos trois fon-
dateurs, à « une ligne générale ». Et personne n'ac-
ceptait de laisser l'un d'entre nous — si éminent
qu'il soit — nous engager tous. Aux heures périlleu-
ses de « prises de position », chacun devait choisir
personnellement. Combien de fois avons-nous enten-
du Monatte répondre aux invitations plus ou moins
directes : « Il faudrait dire... il faudrait faire... » par
un brutal : « Alors dis-le... ou fais-le... ». Ce n'était
pas dérobade. Il a personnellement toujours tenu au-
delà de ses promesses. C'était le test pour apprécier
la valeur de l'homme et du militant.

L'« Entre nous » du numéro de « relancement »
d'avril 1947 se terminait sur ce mot d'ordre : « AU
TRAVAIL, CAMARADES. EN ROUTE POUR LES 3.000
ABONNÉS ! »

Nous sommes loin du but fixé, parce que le travail
des amis de Paris et de province ne s'est pas engagé,
sauf en quelques rares centres (comme la Loire).

Nous ne dirons rien de l'appel permanent à la
souscription. Rien des listes de possibles que nous
accueillons toujours. Mais nous voulons insister en-
core sur une autre formule : celle des abonnements
à l'essai. Des expériences tentées prouvent que les
jeunes peuvent être accrochés, à la condition qu'on
ne se lasse pas après l'envoi d'un ou deux numéros.

Quel est celui de nos amis qui ne connaît quelques
camarades : des militants, des jeunes... chez qui
l'abonnement de six mois dont ils bénéficieraient sans
l'avoir souscrit pourrait se prolonger par un abonne-
ment volontaire, payant et durable ?

Que chacun de nos abonnés souscrive ainsi un ou
deux abonnements d'essai et nous pourrions vite
doubler ou tripler notre tirage.

« On est attaché à la « R.P. » par ce qu'elle fut »,
nous disait un camarade un peu désabusé. Ce n'est
pas vexant. Car on ne s'attache guère par fidélité à
une œuvre qui renie son passé. Mais nous voulons
qu'on s'attache à la « R.P. » pour ce qu'elle promet...
et que d'autres tiendront si on consent à relever les
vieux qui, à cause de la pérennité de la « R.P. », ne
prennent conscience de leur vieillesse qu'à quelques
dates-repères !



LE PACIFISME PUR PEUT-IL SAUVER LA PAIX ?

Les notes de J.L. parues dans le numéro de janvier de la R.P. ont, entre autres mérites, celui de nous obliger à revoir des notions que nous pensions acquises et à nous livrer à un sérieux examen de conscience.

Ce que je présente ici, ce sont des éléments utilisés dans un échange de lettres et une causerie dans un cercle socialiste libertaire. Pour l'essentiel, ce sont des thèmes que j'ai déjà exposés dans la R.P. avec quelques « escapades » qui réclameraient quelques rappels à l'ordre et à la précision.

Je n'ai pas d'autre but que d'inviter tous nos lecteurs et les jeunes principalement à poursuivre un débat d'autant plus utile que le pacifisme couvre des opérations assez inquiétantes et que — comme l'anticléricalisme — il offre à notre lâche abstention dans l'affaire hongroise, quelque chose comme un alibi.

Notre génération a connu deux guerres mondiales, participé à l'une ou l'autre, souvent aux deux. Et non seulement l'éventualité d'un troisième conflit n'est pas exclue, mais il semble qu'on avance vers ce dénouement fatal, d'une allure de plus en plus vive, inconscient ou résigné, disposé tout au plus à mourir « honorablement » ou à survivre misérablement.

Le pacifisme s'est manifesté avant 1914, a semblé victorieux au sommet médian de l'entre-deux guerres, s'est estompé puis dissocié à la veille de 1939. Encore avait-il gardé quelque chose de sa ferveur désespérée. Aujourd'hui, il semble avoir conquis la masse des peuples occidentaux, sous son aspect le plus sordide : celui de la peur. Et les irréductibles apôtres de la paix n'attirent guère l'attention par la proclamation passionnée de ce que le public classe dans les certitudes banales et médiocres.

C'est l'effet des prévisions atomiques et nucléaires. Il est solennellement proclamé que la guerre à l'échelle mondiale débutera par un suicide collectif de l'humanité.

Prophétie qui néglige l'éventualité d'un accord « implicite » entre les belligérants sur l'emploi exclusif d'armes qui laissent des restes récupérables.

Vision catastrophique, qui favorise les conflits localisés, les massacres circonscrits, l'écrasement des peuples révoltés par des gouvernements criminels qu'aucune sanction internationale ne peut contenir, lorsque l'un des deux blocs est engagé.

Les stocks de bombes A et H assurent-ils à la fois la sécurité passive et l'impuissance offensive des grands empires ?

L'HOMME DE GAUCHE PACIFISTE ?

MAIS QU'EST-CE QUE L'HOMME DE GAUCHE ?

Les notes simples et denses sur « L'homme de gauche devant la guerre », ont provoqué deux questions formulées par une personne plus jeune que nous :

Qu'est-ce qu'un homme de gauche ?

Pourquoi ne parlez-vous pas des socialistes ? (alors qu'il est question de la S.F.I.O.)

Ignorance peut-être ? mais d'autant plus excusable que le premier terme n'est plus qu'une étiquette sur un flacon vide — que le parti socialiste actuel ne justifie guère son titre officiel : Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.).

Essayez donc de définir l'homme de gauche ! Quel critère fixe l'orientation ? la liberté, la défense laïque, le progrès social ? La seule définition possible se base sur des références historiques : le dreyfusisme, le bloc des gauches de 1904, le cartel des gauches de 1924, le rassemblement populaire de 1935...

Le tripartisme de 1945 (staliniens, socialistes,

M.R.P.) annulait déjà toutes ces références. Le « Front Républicain » de 1956 rejette le M.R.P. et les staliniens.

Tout devient-il plus clair lorsque l'on pose la question de classe ? Non, car l'imposture stalinienne persiste, et à l'intérieur de chaque classe sociale, il est des intérêts antagonistes qui introduisent dans le débat le poids du pouvoir attribué à l'Etat. Compte tenu de l'infrastructure de classe, dans le bloc de droite et celui de gauche, on parcourt toute la gamme : du libéralisme au despotisme paternaliste — du socialisme libertaire au totalitarisme rouge. De plus en plus l'électeur choisit par éliminations successives, lorsqu'il n'est pas tout simplement le client d'une formation politique.

SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE ?

Il faut, d'autre part, avoir une sérénité d'historien pour découvrir que le parti socialiste unifié s'est constitué en 1905 comme une section de l'Internationale. La première Internationale a précédé la constitution de partis socialistes de classe. La deuxième Internationale a imposé sa discipline à la majorité des socialistes français.

Mais depuis 1914, l'Internationale a perdu toute autorité. Les tendances européennes et internationales qui traversent les partis socialistes ne naissent plus au Bureau Socialiste international. Les partis socialistes semblent les plus attachés aux nations. C'est vrai lorsqu'ils sont au pouvoir, mais ce qui est encore plus significatif, c'est que c'est également vrai lorsqu'ils sont contraints à l'opposition. L'exemple du parti allemand confirme ainsi celui du parti français. On risquerait quelque déception en interrogeant les adhérents, même les militants et les parlementaires socialistes sur le sens des initiales S.F.I.O.

OU TROUVER LE PACIFISME ?

Mais si l'on ne peut définir facilement l'homme de gauche, est-il plus facile de s'accorder sur le terme pacifisme ?

Oui, sans doute, si l'on s'en tient à l'opposition entre la légende dorée et la réalité absurde et atroce de la guerre. Oui, si l'on veut maintenir les hautes valeurs de l'humanisme, les réalités morales, scientifiques et techniques du cosmopolitisme.

Oui, encore, si l'on oppose l'autonomie de la conscience individuelle aux contraintes de la Raison d'Etat et du militarisme.

On ne méprise pas ces négations par lesquelles des hommes et des femmes se sont classés parmi les justes et les forts. Bien au contraire, il faut établir par delà les accidents temporaires cette permanente communauté humaine a-nationale.

Mais outre que ces attitudes ne sont guère effi-

caces, elles provoquent les Pouvoirs — responsables des guerres sans doute, mais aussi des paix établies sur la force, de l'ordre établi sur l'injustice. La révolte humanitaire, la sérénité humaniste, les aspirations cosmopolites sont incompatibles avec le totalitarisme qui n'exige pas seulement le silence, mais l'approbation **formelle**. Quant à l'objection de conscience, elle se justifie pendant la guerre par ses refus pendant la paix.

Le pacifisme seul ne peut suffire parce qu'il ne peut rien résoudre, parce que même sur le plan des idées, ses thèmes ne s'opposent pas à des thèmes contraires. En période normale, la propagande pacifiste ne rencontre guère d'opposition dans les classes populaires. Et cela par tous les temps. Le malheur c'est que les guerres se déchainent en période anormale, en temps de crise, de fébrilité et de délire. Non que la majorité soit devenue belliciste. Mais l'on n'entend plus « la foule qui se toit ». On ne voit plus que la foule maniée par de savantes mises en scène. Et les meneurs de jeux ne sont-ils pas le plus souvent les moyens inconscients d'une fin qu'ils entrevoient à peine.

Il paraît donc fort difficile de définir une politique pacifiste pure de 1815 à 1957. Et comme il est aujourd'hui également difficile de fixer la gauche, on a quelque peine à lier deux notions aussi mouvantes... qui ne se meuvent ni sur le même plan, ni dans le même sens.

PACIFISME CONSERVATEUR, NATIONALISME ET AFFAIRISME

Jusqu'en 1848, le pacifisme est foncièrement conservateur et réactionnaire. La paix s'établit en 1815 sur l'équilibre européen entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie — c'est-à-dire, entre deux Etats semi-féodaux et un Etat déjà fortement engagé dans l'ère industrielle.

La bourgeoisie libérale, dont le libéralisme politique soutient le libéralisme économique, réagit contre l'ordre de 1815. Elle veut un Etat national, qui la libère des contraintes féodales, à qui elle entend fournir son personnel gouvernemental et administratif. D'où, en Europe centrale et en Italie, la confusion entre le libéralisme et le nationalisme.

Seule, l'Angleterre pourra, au cours du XIX^e siècle, bénéficier d'une évolution normale, d'une progression démocratique parallèle à son développement économique.

Le pacifisme de la grande bourgeoisie orléaniste dans la France de 1840 à 1875, s'explique fort bien par ces prémisses. Cette caste de notables est conservatrice. Elle n'aime guère l'armée dont les cadres se sont souvent formés hors d'elle. Elle a réduit l'aristocratie terrienne, elle ne veut pas la détruire ; elle compte sur la stabilité paysanne ; elle craint les ambitions et les appétits de la masse mouvante des classes moyennes, ces futurs nouveaux riches dont les dents longues dévoreront de fructueuses affaires sous le second Empire.

Enfin, elle veut s'associer à l'Angleterre dans une entente qui se renforcera sous ses successeurs et se maintiendra à travers de fréquentes querelles de ménage.

Ainsi le pacifisme ne peut-il se manifester sur le plan politique. L'Empire ce fut... jusqu'en 1870 non la paix... mais les guerres. Seulement ses guerres ne touchaient que peu les masses populaires et ne s'opposaient pas à l'évolution historique. Guerre de Crimée, pour assurer l'équilibre européen et contenir le tzarisme. Guerre d'Italie pour la formation d'une nation. Guerre du Mexique, guerres en Afrique, en Indochine... Manifestations de l'impérialisme colonial qui triomphera de 1880 à 1914.

La guerre d'Italie, la guerre austro-prussienne de 1866 et la guerre de 1870-71 liquident l'héritage de 1815. Le vieil empire féodal n'existe plus. L'Etat italien et l'Etat allemand sont constitués.

NAISSANCE DE L'INTERNATIONALISME OUVRIER

Cependant la classe ouvrière est-elle pacifiste ?

Oui, comme la masse paysanne, comme la caste orléaniste. Par phobie normale et saine du militaire, du guerrier, du maître botté. Elle est aussi « nationale » comme la bourgeoisie entreprenante intellectuelle ou justifieuse. La Nation... c'est 1793, c'est la Révolution.

Mais en ses élites — qui traduisent avec une belle vigueur les sentiments spontanés, les aspirations vagues des ateliers — elle s'affirme plus que pacifiste : **internationaliste**. Les ouvriers proudhoniens de Paris autant que les marxistes de Londres et de Weimar rêvent de l'Europe unie et réclament « la fraternité internationale de classe ».

La commune de 1871 unit le jacobinisme nationaliste et l'internationalisme ouvrier. Mais celui-ci ne se manifeste que dans la minorité. C'est la dernière fois que ces deux tendances se sont distinguées dans la délibération pour se confondre dans la bataille. Il y eut sans doute beaucoup de militants ouvriers dans l'Union Sacrée de 1914-1918 — dans la Résistance de 1940-1945. Mais ce fut exclusivement par une adhésion au nationalisme : l'internationalisme fut renié, méprisé ou ignoré.

LE PERE HUGO, APOTRE DE LA PAIX

Cependant de 1848 à 1871, le cosmopolitisme humaniste — héritage des philosophes et des encyclopédistes du XIX^e siècle — sortit de l'espèce de léthargie où la légende napoléonienne et les revendications nationales et libérales l'avaient plongé. Tous les mouvements intellectuels de la première moitié du XIX^e siècle y confluèrent. Il y avait dans toute l'Europe une sorte de conspiration permanente entre les libéraux de tous pays.

Le développement des sciences, le christianisme populaire et les effusions romantiques engendraient ce lyrisme social et cette foi optimiste dans le progrès qui enrichit et pare aussi bien la poésie de Lamartine et de Hugo que le roman sentimental de George Sand ou les feuilletons populaires d'Eugène Sue.

C'est l'époque des premiers congrès universels pour la paix, des premières expositions universelles, de la fondation de la Croix-Rouge internationale.

Hugo à Guernesey ne sera pas « le Jocrisse à Pathmos » (1) que bafouait Veillot. Il occupera la même position éminente que Voltaire à Ferney. Il ne sera pas seulement le rebelle parfois grandiloquent de l'« Ultima verba ». Il interviendra dans toutes les affaires mondiales, lorsque le Droit sera violé. Il défendra John Brown, le héros antiesclavagiste américain ; il se solidariserait avec les Mexicains de Juárez contre les Français de Bazaine, et demandera cependant la grâce de l'empereur Maximilien ; il lancera des messages à Manin et à Garibaldi ; il condamnera l'expédition de Chine...

Il existait donc une conscience universelle supérieure aux consignes patriotiques. Cependant Hugo en 1870 marchera avec Gambetta et condamnera le traité de Francfort. Il subira en 1871 les violences de l'aristocratie bruxelloise, en ouvrant sa porte aux proscrits de la Commune. Par delà la frontière, la « jeunesse dorée » manifestait sa haine de classe.

PACIFISME OCCASIONNEL

Si nous considérons la guerre de 1870-71 comme la fin d'un cycle, nous comprenons fort bien que le pacifisme n'ait pu se manifester avec un caractère permanent et irréductible dans cette période de « révolution industrielle » et de formation des Etats nationaux. Ce ne furent pas cependant de simples veilles. Sous des formes différentes, la défense de la

(1) C'est à Pathmos que l'apôtre Jean aurait écrit l'Apocalypse.

paix a influencé la politique européenne, lorsqu'elle s'appuyait sur une force sociale, soit conservatrice, soit progressiste.

De 1871 à nos jours, le pacifisme a-t-il pris un caractère systématique ? Les conflits armés ont-ils une signification nouvelle ?

Ce qui est incontestable c'est que depuis le dernier quart du XIX^e siècle, s'il y eut des guerres coloniales, des guerres localisées, — conséquences de l'expansion industrielle ou prolongements des rébellions contre l'ordre de 1815 — pour que le conflit se généralise, s'universalise, il a fallu en 1914 et en 1939 que s'opposent des groupes de puissances, des impérialismes.

Il est vrai que la « Revanche » fut d'abord en France l'apanage des gambettistes et des radicaux. Ceux-ci même opposèrent « la ligne bleue des Vosges » aux horizons exotiques vers lesquels tendait Jules Ferry. Mais cela ne dépassa pas l'aube du XX^e siècle. Ce qui s'opposa alors — hors des prétentions réactionnaires accrochées à la caste militaire et cléricale — ce furent des politiques d'alliances, et plus ou moins nettement les politiques des grands Etats européens : l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne.

Rouvière et Clemenceau représentèrent le parti anglais. Poincaré, le parti russe. Caillaux, l'entente avec l'Allemagne. Objectivement. Il n'est pas question ici de politiques stipendiées. Mais on explique ainsi le « pacifisme » de Caillaux en 1917, le bellicisme de Poincaré et de Clemenceau.

La bourgeoisie républicaine se livra presque à l'antimilitarisme, par réaction contre les infamies de l'affaire Dreyfus. Et c'est peut-être par souci de prévenir des crises comparables à celle-là que les gens de gauche approuvèrent plus ou moins nettement les thèses de Jaurès contre « l'armée de métier », contre les trois ans, pour la nation armée.

Mais on ne voit guère de solutions pacifistes apparaître dans les délibérations officielles. On s'en tenait aux formules d'arbitrage, ce qui ne pouvait rien résoudre — car l'arbitre, dans la majorité des cas, ne peut qu'enregistrer des rapports de forces provisoires. Or les revendications des impérialismes jeunes tendaient à détruire la répartition des biens établie par les impérialismes plus anciens, c'est-à-dire à modifier le rapport des forces.

LE PACIFISME POPULAIRE

Plus encore qu'avant 1871, les masses populaires rurales et urbaines étaient perméables aux idées pacifistes. Mais pour prévenir la guerre, il ne fallait pas seulement conserver la paix par un passif instinct de conservation. Il fallait combattre les forces dont la simple application créait les conditions du conflit.

La lutte des classes, telle que les socialistes et les syndicalistes en soutenaient la nécessité, devait naturellement se colorer d'ambitions pacifistes. Mais cette coloration, si vive qu'elle fût, restait à la surface des choses.

Il y avait vraiment avant 1914 — dans la fraction consciente de la classe ouvrière — la négation de la solidarité nationale (l'aphorisme de Marx : les prolétaires n'ont pas de patrie, exprime plus la volonté d'acquérir une patrie, en socialisant la nation — que l'antithèse philosophique du patriotisme).

Il y avait aussi une adhésion sincère à l'Internationale non par idéal cosmopolite, mais par conviction d'une communauté d'intérêts par delà les frontières.

Enfin chez les syndicalistes révolutionnaires, la haine du militarisme provoquée par l'intervention de l'armée dans les conflits du travail, s'associait à la répudiation du patriotisme au même titre que de toutes les idéologies bourgeoises et à l'espoir que le refus de la mobilisation générale provoquerait l'insurrection.

Tout cela évidemment semblait se confondre dans

un pacifisme dont les expressions multiples n'auraient exprimé que des variations d'intensité. La guerre et l'après-guerre ont prouvé, au contraire, que le même terme traduisait des aspirations totalement différentes et même antagonistes.

C'est cependant cette confusion qui explique le rôle joué par Jaurès, dont la personnalité exceptionnelle n'a pas été suffisamment analysée.

De souche paysanne, il ressentait la répugnance du « terroir » pour les entreprises militaires.

Par sa forte culture, il exprimait l'humanisme cosmopolite.

Par sa formation, il concevait un système de Droit international.

Par ses études historiques, il prolongeait par la nation armée, l'héritage de la Révolution jacobine.

On peut encore noter qu'avant même son adhésion au socialisme, il avait pris contact avec la philosophie allemande, dont le marxisme doctrinal fut si fortement nourri.

Et c'est enfin par choix délibéré et par intuition générale qu'il avait adopté le parti de la classe ouvrière et qu'il avait envisagé comme ultime moyen de lutte contre la guerre, l'arme spécifique des travailleurs : **la grève générale.**

Mais cette synthèse était exceptionnelle comme l'homme lui-même. Jaurès abattu, si la guerre pouvait passer c'était peut-être parce que le système de pensée et d'action qu'il avait construit s'écroula avec lui.

SUCCE ET LIQUIDATION DU PACIFISME DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Nous avons déjà dit ce que nos méditations rétrospectives nous inspièrent sur le pacifisme de l'entre-deux-guerres qui nous mena au mouvement révolutionnaire en 1919 et auquel nous avons consacré notre dernier geste d'homme libre en 1939.

Il est normal que la haine de la guerre ait soulevé les survivants du carnage, ait assuré les succès du « briandisme », se soit exprimée dans la noble et tragique serment de Verdun en 1930, prononcé par les anciens combattants français et allemands. Mais en enfermant l'Allemagne dans le cercle infernal de l'autarcie hitlérienne, la crise mondiale de 1929 a dispersé ces rassemblements.

Du côté ouvrier et révolutionnaire, la conférence de Zimmerwald en 1915 avait déjà opposé les deux tendances fondamentales : la paix ou la révolution ; ceux qui ne voulaient envisager que la fin des hostilités sans annexions, ni indemnités, ceux qui, peu nombreux autour de Lénine, entendaient profiter de la guerre pour prendre le pouvoir au nom du prolétariat révolutionnaire.

Une conjoncture unique dans l'Histoire, déjà entrevue lors de la défaite russe de 1905, accorda aux bolcheviks le privilège de faire la révolution pour accomplir la paix immédiate, réclamée par l'immense majorité des paysans russes.

Le défaitisme de Lénine reste bien un phénomène spécifiquement russe, que l'Allemagne ne pouvait adopter, même après la défaite de 1918, qui a renforcé les impérialismes anglais, français et américain — et en Allemagne à plus longue échéance provoqué la réaction nationaliste.

L'action conjuguée du pacifisme populaire et de la revendication ou de la rébellion ouvrière a favorisé la liquidation de l'héritage guerrier. Mais elle n'a réussi que parce qu'elle s'accordait avec la politique traditionnelle de l'Angleterre et « l'impérialisme pacifique » des Etats-Unis.

Cette action a perdu son moteur révolutionnaire, lorsque la révolution russe a avorté par l'aberration du « socialisme dans un seul pays », par la subordination totale de l'Internationale communiste au gouvernement de Moscou, et s'est finalement décomposée dans la machine stalinienne.

Le problème de l'efficacité du pacifisme pur reste donc posé. Seulement, si nous ne pouvons négliger les facteurs positifs et négatifs qui l'ont renforcé ou paralysé, nous n'avons pas le droit d'oublier qu'il a subi aussi, au sein de son aile marchante, plus intensément après son sommet de 1930, l'antinomie déjà soulignée entre la constance pacifiste et la volonté révolutionnaire... Des pacifistes, attachés aux promesses d'une entente franco-allemande, s'opposèrent en 1933 au mot d'ordre de boycottage de l'Allemagne hitlérienne. C'est par pacifisme que l'on se refusa en 1936 à soutenir directement les républicains et les révolutionnaires espagnols.

Ce qui reste cependant incontestable — et qui éclaire nos devoirs actuels — c'est qu'au sein du socialisme et du syndicalisme, si le **pacifisme contrariait les impératifs révolutionnaires, il ne discutait pas l'irréductible opposition au fascisme et à l'hitlérisme**. Ceux qui ont voulu en débattre — par d'obscures et timides suggestions — furent désavoués brutalement par leurs amis les plus fidèles.

LE SENS VÉRITABLE DE MUNICH

On peut faire acte de contrition, cependant, lorsque l'on confesse un pacifisme qui gêna parfois la solidarité ouvrière et révolutionnaire. Mais on voudrait plus de discrétion dans la condamnation de « la capitulation de Munich ».

En 1938, lorsque Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini signèrent l'accord de Munich qui retarda la guerre d'un an, en annexant à l'Allemagne les provinces sudètes arrachées à la Tchécoslovaquie, les causes de la paix et de la révolution que nous avions servies ne furent nullement compromises — parce qu'elles étaient déjà perdues.

Il s'agissait d'une anomalie condamnée par les socialistes allemands et autrichiens, dès 1919. La guerre éclatant en 1938, la France et l'Angleterre n'auraient pas plus sauvé la Tchécoslovaquie qu'elles n'ont pu sauver la Pologne en 1939. Quant à imputer à Munich la responsabilité du « lâchage stalinien », c'est transformer en certitude une hypothèse fort aventureuse. L'intervention russe, qui n'a jamais été formellement promise par Moscou, se heurtait à l'impossibilité d'atteindre la Tchécoslovaquie, à travers la Pologne et la Roumanie, hostiles avec raison à une opération qui leur aurait été fatale.

C'est contre la Pologne en 1939 que Staline s'est allié à Hitler. Et c'est aussi parce qu'il voulait réaliser la vieille pensée tsariste d'hégémonie dans les vallées danubiennes. Sans Munich, il est douteux que Staline se soit engagé dans la guerre pour la Tchécoslovaquie.

Et ce n'est pas Munich qui l'a engagé dans le partage de la Pologne avec Hitler.

Enfin, le problème provisoirement résolu à Munich s'est posé de nouveau en 1945. Et cette fois il a été définitivement résolu. Par un transfert de populations réalisé dans des conditions d'une inhumanité effroyable. Les Allemands des Sudètes, installés depuis plusieurs générations, ont été complètement dépouillés avant d'être jetés en Allemagne — sauf ceux qui n'ont pas survécu à d'atroces persécutions.

Cependant, J. L. à qui j'ai soumis les pages qui précèdent, s'étonne que je ne commente pas deux formules qui soulevèrent pas mal de polémiques dans les dernières années d'avant-guerre : « Plutôt la servitude que la guerre », lancée par Mathé — des Postiers — au congrès de la C.G.T. de 1936 à Toulouse — congrès qui réalisa l'unité confédérale — et « Nous refusons de mourir pour Dantzig », lancée par Déat en 1939, lorsque l'Angleterre et la France s'orientaient vers le maintien du statu quo aux frontières germano-polonaises.

Nous ne voulons pas jeter un voile pudique sur

nos erreurs et nos défaillances d'hier. Mais nous n'avons jamais pris la responsabilité de la fameuse phrase de Mathé — à qui nous étions associés dans l'action pacifiste. Dans l'esprit de notre camarade, il ne s'agissait pas d'accepter la servitude, mais de préférer la prison au tombeau. Beaucoup plus nombreux qu'on ne l'a dit furent ceux qui, pacifistes jusqu'à l'armistice de 1940, combattirent ensuite dans la Résistance. On ne peut les accuser d'illogisme. Tout au plus d'imprévoyance. L'expérience a prouvé que le fameux dilemme de Mathé ne se pose pas. La guerre mène souvent à la servitude... et la servitude n'exempte pas de la guerre. Mais les pacifistes de 1939 n'ont pas à supporter la responsabilité de l'écroulement militaire de 1940, qu'ils avaient peut-être prévu.

Il est possible — comme me l'écrit J. L. — que l'on puisse aujourd'hui, grâce aux documents publiés, douter de la force militaire allemande, à l'époque de Munich. Mais est-on assuré de la supériorité franco-anglaise à cette époque ? Tous les regrets rétrospectifs reposent sur d'aventureuses hypothèses : la résistance tchécoslovaque, la rébellion des généraux allemands, l'intervention russe. C'est négliger les redoutables inconnues de cette Europe orientale, où les renversements d'alliances se sont succédé à un rythme impressionnant.

C'est négliger aussi le fait que les revendications allemandes — sur les territoires sudètes et sur Dantzig — ont été formulées et défendues, bien avant Hitler. Marcel Déat exprimait en 1939 une opinion admise par nombre d'hommes politiques clairvoyants.

Sa sagesse momentanée apparaissait d'ailleurs d'une sinistre ironie lorsque, deux ans plus tard, sa plume couvrait des fleurs de sa rhétorique les blindés « européens » (!) d'Hitler.

Il reste évidemment cet argument que nous n'avons pas négligé : de la consolidation du régime nazi par la satisfaction de revendications allemandes partiellement justifiées. Nous le négligeons d'autant moins qu'aujourd'hui les prétentions totalitaires russes ne se couvrent d'aucune justification valable.

L'IMPERIALISME, CAUSE DES DEUX GUERRES MONDIALES ?

En 1957, le pacifisme peut-il se révéler encore efficace ? Nous ne le saurons qu'après avoir précisé les causes fondamentales des deux dernières guerres mondiales.

Cette étude est évidemment plus aisée sur la guerre de 1914-1918, d'abord parce que le recul a permis des controverses fructueuses et des examens objectifs — ensuite parce qu'à la différence de la guerre de 1939-1945, les éléments dominants peuvent être clairement définis.

Dire que ce fut une guerre impérialiste, c'est répéter une formule magique, un slogan de propagande. Ce n'est rien expliquer. Il faudrait que l'on rappelât constamment les tendances de l'impérialisme :

- 1) accaparer les sources de matières premières ;
- 2) s'ouvrir des marchés ;
- 3) recruter une main-d'œuvre à vil prix ;
- 4) pour aboutir en fin de compte soit à monopoliser les marchés, soit à monopoliser la production d'une marchandise.

Le colonialisme au XIX^e siècle n'a pas d'autres motifs et effets. Mais il impose l'intervention directe de la force politique, c'est-à-dire de l'Etat.

Quels que soient les différents aspects politiques de l'impérialisme, il aboutit à l'exportation des marchandises ou à l'exportation des capitaux — les deux d'ailleurs dans presque tous les cas.

Reste l'exportation des hommes... ou plutôt l'émigration qui caractérise une forme de colonisation que les nations industrielles ne connaissent plus, comme une opération préalable, depuis la fin du XIX^e siècle. C'est-à-dire que les déplacements de populations

s'effectuent dans un seul sens : des peuples à prédominance agricole aux pays où l'industrialisation s'opère à une cadence rapide (immigration massive aux Etats-Unis de sujets polonais ou balkaniques ou de Jaunes d'Extrême-Orient).

LIQUIDATION DES SURVIVANCES FEODALES

Il y avait donc en 1914 des peuples où la masse agricole était trop lourde, où la réforme agraire n'avait pas été réalisée parce qu'il n'existait pas de bourgeoisie indigène pour établir la propriété individuelle des paysans, tout en assurant à l'industrie urbaine des profits qui demeurent dans le pays. Il y avait des nations que leur rapide industrialisation opposait aux « monopoles » des vieilles nations industrielles.

Il y avait enfin un immense Etat, où l'absence d'une bourgeoisie économiquement et politiquement mûre, maintenait au pouvoir une caste dont les profits et les privilèges dépendaient exclusivement d'un Etat féodal et théocratique, tandis que l'industrie — sporadique et fortement concentrée — était colonisée par le capitalisme étranger — et que l'agriculture à peine sortie du servage n'avait pas bénéficié, en fait, d'une véritable réforme agraire.

La guerre de 1914-1918 et la révolution russe de 1917 avaient donc pour cause nécessaire et fatale : la liquidation des survivances féodales dans une Europe industrialisée.

Si l'on veut s'élever sur le plan général, au-dessus des causes immédiates et locales du conflit mondial, nous aboutissons à cette conclusion que la guerre résulte d'une double discordance, d'une double rupture d'équilibre :

1) Discordance dans le phénomène européen d'industrialisation, les retards de certaines nations provoquant une accélération du rythme.

2) Discordance à l'intérieur des Etats et des empires entre l'évolution économique et l'évolution politique.

Si une nation peut se définir — selon la formule de Renan — par un plébiscite de tous les jours, sa consécration — c'est-à-dire la confusion entre la nation et l'Etat n'est possible que lorsqu'il existe une bourgeoisie ayant acquis sa maturité économique et politique.

IL FAUT PASSER PAR L'ETAT NATIONAL ET EN SORTIR

Il semble en effet que les causes des conflits de caractère européen hier — mondial aujourd'hui — peuvent se ramener à ces deux discordances. Ce qui nous paraît établi, c'est que ces conflits peuvent durer avant l'éclatement et qu'ils expliquent encore la conjoncture actuelle.

Ou bien l'industrialisation, la concentration des capitaux et des entreprises précèdent la formation de la nation : ce fut le cas des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Russie, du Japon.

Ou bien la formation de la nation précède l'industrialisation : c'est le cas des pays danubiens et des pays hier colonisés qui se sont émancipés politiquement.

L'exemple des Etats-Unis et de l'Allemagne prouve que le retard dans la formation de la nation doit et peut être rattrapé.

L'exemple des pays danubiens prouve que l'industrialisation probablement fatale, impose une réforme agraire.

Faut-il ajouter les éléments d'un commentaire personnel ?

Lorsque le parallélisme est établi, lorsque les deux parallèles sont sensiblement égales, la stabilité reste provisoire. Le progrès technique pousse l'industrie hors des cadres nationaux et la résistance passive de la bourgeoisie nationale provoque une nouvelle rupture d'équilibre.

La nation — c'est aujourd'hui une vérité banale —

qui marquait un progrès sur le régime féodal ou... colonial devient un obstacle majeur au progrès.

Il faut entrer dans la nation... et en sortir. La bourgeoisie a assuré le succès de l'entrée et de l'aménagement. La classe ouvrière devrait assurer le succès de la sortie et du « déménagement ». C'est la mission essentielle de l'Internationale ouvrière.

UN NOUVEAU FACTEUR : LE TOTALITARISME

Les deux grands conflits mondiaux dont nous fûmes témoins ou acteurs peuvent-ils être assimilés quant à leurs causes fondamentales ?

On a vu dans le second la suite logique du premier. Ce qui semblerait exact, si on se limitait au phénomène allemand. Mais la conclusion de 1918 aboutissait à la formation ou la consolidation des nations de l'Europe centrale. C'est même cette « balkanisation » qui a détruit la stabilité assurée par l'existence du vieil empire des Habsbourg.

La conclusion de 1945 a consacré bien plus que l'écroulement de l'Allemagne, la déchéance définitive des deux vieilles puissances européennes la France et l'Angleterre — et la suprématie des deux jeunes empires, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Aujourd'hui d'ailleurs, l'inconnu, l'imprévisible réside dans ce monde africo-asiatique où se pose la redoutable question des discordances, les vitesses différentes des évolutions, l'industrialisation à peine engagée, l'absence de bourgeoisies indigènes, un système agraire encore féodal.

On se demande même si certains peuples ne restent pas en deçà de l'âge agricole, s'ils ne se maintiennent pas dans le nomadisme.

Mais si l'avenir du monde dépend dans une large mesure de l'évolution des peuples asiatiques et africains, si déjà on peut affirmer la fin très proche du « colonialisme politique »... s'il paraît désormais impensable qu'un Etat européen puisse se prolonger en Asie et en Afrique — les processus purement européens et américains s'éclairaient assez nettement pour que l'on puisse en dégager quelques lignes directrices.

(à suivre)

Roger HAGNAUER.

DES AVOCATS ARRÊTÉS

Le Mouvement JUSTICE ET LIBERTE OUTRE-MER attire l'attention de l'opinion publique sur les conséquences extrêmement graves qui résultent de l'arrestation systématique des avocats des nationalistes algériens.

Après M^e REZKALLAH, du Barreau d'Orléansville, M^e THUVENY, du Barreau d'Oran, cinq avocats d'Alger, MM. BOUMENDJEL ALI, DJENDER, GUEDJ, SMADJA et BENMEHLA, viennent d'être l'objet de mesures d'internement. M^e BOUMENDJEL, après son arrestation, a tenté de se suicider en se tranchant la gorge.

Mme Claudine NAHORI, du Barreau de Paris, a été expulsée d'Algérie.

Il est à remarquer qu'aucun de ces avocats n'a fait l'objet de poursuites judiciaires et que leur activité professionnelle officiellement connue, est la seule explication de leur internement.

M. le Président de la République a encore à statuer sur les recours en grâce concernant plus de deux cents condamnés à mort, dont beaucoup ont été défendus par eux. L'on sait qu'avant de statuer sur le recours en grâce des condamnés, le Président de la République reçoit en audience leurs avocats dont le rôle, à cet ultime moment de la procédure, est particulièrement important.

Si les mesures prises contre les avocats internés étaient maintenues, ces derniers seraient dans l'impossibilité d'accomplir leur mission et leurs clients condamnés à mort, seraient abandonnés à leur sort.

Le Comité JUSTICE ET LIBERTE OUTRE-MER proteste contre des mesures qui aboutissent à supprimer en Algérie la libre défense des inculpés.

LES ETUDIANTS BULGARES ET LE RÉGIME

La guerre finie, en Bulgarie, des milliers de jeunes gens quittèrent l'armée et passèrent le seuil de l'Université. Le gouvernement proclama à son de trompe la liberté de l'enseignement supérieur, et les jeunes, avides d'étudier, se hâtèrent de profiter de la générosité du « pouvoir populaire ». L'entrée à l'Université était libre en effet pendant les deux premières années après la fin de la guerre et le nombre des étudiants fut considérable. En 1946, il y avait près de 5.000 étudiants inscrits en première année de médecine et un nombre égal en deuxième année. L'affluence était également considérable dans les autres facultés, ainsi qu'à l'École polytechnique nouvellement créée.

Mais les moyens dont disposait l'enseignement supérieur bulgare ne suffisaient pas à subvenir aux besoins de cette masse d'étudiants. On manquait d'amphithéâtres, et en 1946-1947 par exemple, les cours de biologie de la Faculté de Médecine avaient lieu dans la salle du cinéma « Slaveikov ». On a donc bien vite été forcé de restreindre le nombre des étudiants et la sélection a eu lieu de deux façons.

En 1948, on commença par exclure des centaines d'étudiants de la Faculté de médecine, de l'Université, de l'École polytechnique. Le seul péché des exclus était d'avoir pour parents des anciens commerçants, industriels ou officiers — car le plus souvent ces étudiants étaient favorables à l'idée de la démocratie et même du socialisme.

D'autre part, de nombreux étudiants, surtout à la Faculté de médecine, n'ont pas pu passer leurs examens et ont abandonné leurs études ou bien ont changé de faculté. De sorte qu'à la fin de la sixième année, les 5.000 étudiants du début n'étaient plus que 1.000 environ.

Des mesures furent également prises pour limiter le nombre des étudiants acceptés à l'entrée des Facultés. L'accès de l'Université a été interdit aux enfants de tous ceux que l'on considérait comme des « ennemis du peuple ». Tous les autres étaient autorisés à se présenter à un concours d'entrée ; on en acceptait un dixième à peu près, théoriquement d'après leurs mérites ; mais il y avait de nombreuses exceptions à la règle et certains étudiants étaient reçus sur ordres venus d'en haut.

En somme, les étudiants étaient triés de façon à représenter une élite, fidèle au gouvernement, qui comptait sur ces futurs professeurs, médecins, ingénieurs, pour l'aider non pas tellement à servir qu'à asservir le peuple.

L'enthousiasme du début ne dura donc pas longtemps. Dès 1947-1948 des déceptions se firent jour, pour plusieurs raisons. D'une part, à l'Université, la dictature a été prompte à ôter l'indépendance au Conseil universitaire pour créer une administration soumise, chargée de supprimer les libertés des étudiants. Ceux-ci ressentaient d'autre part durement l'obligation de s'ennôler dans les brigades qui leur imposaient de durs travaux pendant la presque totalité des vacances ; l'apport économique des brigades était nul et leur rôle essentiel était de modeler les jeunes à l'image du communisme. Enfin, il était humiliant d'avoir à sacrifier toute individualité sur l'autel du dieu collectiviste.

L'administration devenait de plus en plus sévère à l'égard des étudiants : obligation absolue d'assister à tous les travaux pratiques et à toutes les conférences ; obligation absolue de se présenter aux examens dès la fin de l'année, une seule session de repêchage étant prévue ; obligation absolue pour tous les étudiants d'étudier la langue russe et le marxisme ; obligation de préparer toujours théoriquement les travaux pratiques d'avance.

Les étudiants devaient se soumettre ou bien abandonner leurs études. Mais soumission ne veut pas dire obéissance et le mécontentement grandissant se traduisait souvent par des manifestations d'importance minime mais de grande signification.

Certes, il est obligatoire d'assister à toutes les conférences ; on y assiste donc mais on n'écoute pas la conférence. Maintes fois, les professeurs ont été obligés d'interrompre leur conférence...

Il est obligatoire d'étudier le marxisme et le russe. Pour le russe, on l'apprend, sans conviction, sans application. En ce qui concerne le marxisme, la résistance est à la fois plus dangereuse et plus délicate, mais peut-être aussi plus intense. Tout d'abord on a cherché à en éviter l'étude, mais les titulaires de chaires de marxisme (il y en a une auprès de chaque faculté) et les organisations de Jeunesse ne l'entendaient pas de cette oreille : si l'étudiant récalcitrant n'était pas convaincu par leurs « procédés de persuasion », on avait recours à l'administration ; et enfin, l'obstiné en était réduit à « échouer » à l'examen et à recommencer l'année ou à abandonner ses études suivant la gravité de son cas.

À côté de cette résistance directe à l'enseignement du marxisme, il existe un autre moyen qui a souvent été utilisé, avec mille précautions naturellement, et qui consiste à mettre en question les « vérités premières » du communisme. Ceux des étudiants qui choisissent ce moyen profitent des discussions « libres » sur les classiques marxistes pour poser des questions ou hasarder des pensées hérétiques, de la manière la plus innocente du monde et en se laissant « convaincre » par l'agitateur communiste, heureux de pouvoir, par sa brillante éloquence, dissiper le doute dans ces jeunes âmes. Mais les questions sont posées, les pensées formulées, et, une fois la « discussion » finie, les étudiants continuent de parler entre eux, par petits groupes, entre amis, en traitant des mêmes questions mais d'une tout autre façon : en recherchant la vérité.

Et comme les différents groupes d'étudiants et les différentes facultés n'ont pas leur séance de discussion le même jour, on trouve le moyen de transmettre les questions à ceux qui se préparent et qui les poseront au cours de leur discussion : « Demande toujours pour voir ce qu'il va te répondre ! » Et comme précédemment, les questions posées et les réponses données, les vraies discussions ne commencent et ne se prolongent, plus ou moins en cachette, qu'après la fin de la séance.

L'organisation des Jeunesses communistes a été, dès le début, utilisée contre les étudiants comme instrument d'oppression. Les étudiants ont riposté en boycottant d'abord toutes les entreprises d'ordre culturel de l'organisation, puis les initiatives politiques elles-mêmes (terrain beaucoup plus dangereux), réussissant enfin à bloquer toute la vie de l'organisation. Dans ses réunions annuelles, il faut souvent faire des prodiges pour trouver quelqu'un qui « désire » prendre la parole.

Le rôle des étudiants dans la vie sociale étant très important, l'Etat comptait beaucoup sur eux. Le secrétaire de l'organisation du P.C. dans une faculté, a même pu dire un jour : « Les étudiants sont le baromètre de l'opinion publique ». Mais il y a longtemps que ce baromètre n'est plus au beau fixe pour le régime communiste. La milice a été la première à se plaindre des étudiants : dès 1953, les miliciens chargés du contrôle de la circulation annonçaient qu'ils allaient systématiquement faire payer des amendes à tous les étudiants, parce que « ceux-ci ne se conforment jamais à la réglementation de la circulation ». Presque à la même époque, les services de la Sécurité d'Etat étaient en butte à une difficulté plus grande encore : ils avaient du mal à recruter parmi les étudiants des jeunes gens qui veuillent bien servir comme agents de la milice secrète.

Cette lutte que les étudiants mènent à leur façon n'est dirigée par aucune organisation. L'entretien de relations entre anticommunistes est dangereux, et l'existence même d'une organisation de ce genre est impossible. De sorte que si cette résistance spontanée, ne résultant ni de la propagande étrangère — comme les communistes voudraient le faire croire — ni de l'action d'agents secrets à l'intérieur du pays, est devenue générale, c'est que toute la population est, depuis des années, également victime de la terreur communiste.

STEP.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

S'il faut en croire le rédacteur de l' « Entre-nous » du dernier numéro, je serais donc astreint à la « chronique forcée » !

Moi, je ne vois pas les choses comme ça. Si cette chronique n'est pas bien alimentée, c'est que l'Union des syndicalistes ne fonctionne pas encore convenablement. Qu'il y ait de l'activité à la base, et cela se traduira aussitôt dans ces colonnes. Mais la proposition contraire est vraie...

**

Quel est donc le bilan de notre Union depuis sa dernière assemblée générale de fin janvier ? J'ai l'impression personnelle que son actif est assez léger. Mais il paraît que je suis trop pessimiste.

Avoir édité deux brochures, ce n'est évidemment pas rien. Dans la mesure où elles sont jugées bonnes et utiles. C'est la diffusion qui répandra. Le trésorier, le camarade Marcheti, me dit qu'elle est déjà satisfaisante. Nous ne pourrions pas nous permettre longtemps de perdre sur chaque brochure éditée ! J'espère que la correspondance relative à nos brochures me permettra bientôt d'être plus optimiste.

Et qu'en est-il de nos cercles ? Un point positif : la création d'un cercle du bâtiment dont je parle plus bas. Nous devons aussi noter un bon travail de préparation dans le Livre parisien. Mais quel mal nous avons dans les Métaux ! Le camarade Le Bras, qui avait accepté d'être notre secrétaire pour cette branche, est surchargé de boulot ; il a dû prendre le secrétariat de sa mutuelle d'entreprise. Nous n'allons pas le blâmer d'avoir ainsi la confiance des ouvriers de sa boîte et de faire un vrai travail syndicaliste à la base. Mais comme il ne peut tout faire, le cercle des Métaux est de nouveau en plan. Yvernel ne peut non plus s'en charger ; il s'est contenté d'organiser une petite réunion pour sa boîte sous l'égide de l'Union des syndicalistes.

Sur ce point-là il nous faut donc encore recommencer à zéro... et c'est bien le cas de le dire ! Pendant ce temps-là, les camarades du Cercle ouvrier Renault nous voient venir. Heureusement qu'ils ne nous attendent pas pour faire du travail utile ! S'ils ouvrent bientôt, comme ils en ont l'intention (notre aide leur est évidemment acquise dans la mesure de nos moyens) leur local de Boulogne-Billancourt, il faudra au moins que nous ayons quelqu'un à faire venir dans les salles qu'ils nous ouvriront ainsi ! Alors quoi ? Il n'y a donc plus de jeunes dans le mouvement ? À moins que ce soit nous qui ne sachions plus aller les chercher...

Naissance d'un cercle de l'Union des Syndicalistes dans le bâtiment

Je suis allé l'autre dimanche dans un bistrot de Belleville pour assister à la naissance d'un cercle dans le bâtiment sur l'initiative de Riguidel, alias Dichamp (P. Riguidel, 4, rue Théodule-Ribot, Paris-XVII^e). Il y avait surtout là de vieux militants qui ne sont pas nés de la dernière pluie, mais il a été beaucoup question des jeunes et de leur « mentalité ». Malfati et d'autres copains représentaient l'ameublement sous prétexte que, quand une maison est construite, il faut mettre des meubles dedans ! Moi, je veux bien. Même s'il y a là-dessous une question d'affinité, je ne vois aucun inconvénient à ce que les ébénos du

Faubourg qui défendent encore l'idéal syndicaliste se retrouvent avec les cimentiers-maçons d'art et aides !

Des brochures ont été vendues, des cartes placées, un bureau constitué. Tout est prêt pour commencer le boulot. Riguidel n'oublie pas le projet de brochure sur le thème : Est-ce que le bâtiment va ? Il a fait appel au porte-plume des camarades présents pour lui fournir des matériaux. Il a aussi fait allusion à la célébration possible du cinquantième anniversaire de la fondation de la première Fédération du Bâtiment. Nous en reparlerons. Je ne demande qu'à parler bientôt et longuement des activités du cercle du bâtiment (et assimilés). Mais ce sont les camarades eux-mêmes qui doivent prendre la parole... et la plume. Grâce à eux, nous devrions arriver prochainement à y voir clair dans la situation actuelle du bâtiment.

**

Nous avons pourtant bien l'impression que la situation ouvrière actuelle est grosse de mouvements divers, et peut-être d'une explosion prochaine. La hausse des prix, malgré les acrobaties scabreuses sur les 213 articles, ne se dissimule plus et la tension sur les salaires tend vers le seuil de rupture.

Ça a commencé dans la fonction publique par le bas de l'échelle, les catégories C et D qui n'ont pas bénéficié des primes et exutoires divers de l'industrie privée. Les catégories moyennes, les plus nombreuses, coincées entre le bas de l'échelle et les catégories supérieures que l'on vient scandaleusement de soustraire au « droit commun », s'énervent sérieusement. Parmi les postiers, les moins favorisés ont commencé à s'agiter. Ce n'est pas fini.

Quant à l'industrie privée, ce n'est pas trop de dire qu'elle gronde sourdement. Nous pouvons nous attendre à des craquements prochains, peut-être d'abord dans les grands centres de province qui mesurent périodiquement leur retard et qui nous ont habitués depuis quelque temps à être l'avant-garde des grands mouvements revendicatifs.

Ici — est-il besoin de le répéter ? — nous n'avons pas pour objectif de nous substituer aux organisations syndicales dites « responsables ». Le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas. Nous voudrions seulement que les éléments lucides de toutes les centrales, parmi ceux qui dirigent et plus encore parmi ceux qui sont dirigés — surtout ceux qui, par tempérament, sont difficiles à diriger — s'assemblent et discutent de façon que l'incendie ne les surprenne pas et que se fasse entendre, partout où cela est possible, l'opinion des « syndiqués sans galon », plus précisément celle des syndicalistes.

Une avant-garde syndicaliste alors ? Oui, à peu près cela. Mais sans autre prétention que de servir.

Après le Comité du 7 mars

Il se confirme que la situation de diffusion et de rentrée des fonds pour notre deuxième brochure (Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière ?) est bonne. Nous serons probablement en mesure, dans la prochaine « R.P. », de donner une situation apurée et favorable pour cette deuxième brochure tirée à 3.000 exemplaires. La

première (Actualité de la Charte d'Amiens) avait été tirée à 4.000. Elle est à peu près épuisée. Peut-être faudra-t-il envisager un tirage supplémentaire, étant donné qu'il s'agit d'une brochure de base.

Les liaisons avec la province s'organisent lentement. Nous sommes en correspondance avec la Côte-d'Or, le Puy-de-Dôme, la Nièvre, l'Indre-et-Loire et, bien entendu, la Loire. Là encore, il paraît qu'il faut être patient.

Nous avons parlé aussi des liaisons internationales. Mercier pratique déjà le système de la « lettre mensuelle » avec plusieurs groupes et organes d'Amérique latine, d'Italie, de Suède et de Hollande. Chaque mois, un papier part à destination de chacun de ces groupes pour les informer d'un fait dominant de la situation ouvrière française (pas de discours, des faits !) et le correspondant envoie à son tour sa lettre mensuelle. Certaines de ces « lettres » ont alimenté plusieurs fois la rubrique internationale de la « R. P. ». Il paraît qu'il est souvent plus facile d'obtenir une « thèse » qu'une information objective sur une situation réelle. Il faut convaincre les camarades que, plus qu'un échange d'idées, nous intéressons une information réciproque sur les événements et les données concrètes. Mercier va continuer et élargir ce travail (ce gros travail) au nom de l'Union des Syndicalistes avec comme objectif le fonctionnement d'un Centre de liaison internationale ouvrière.

A propos de finances

Nous rappelons que ce domaine est celui de

Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, Paris-XX^e. C.C.P. Paris : 7473-08.

C'est à lui qu'il faut s'adresser pour les commandes et les règlements de brochures, ainsi que pour les cartes de l'Union.

Sur chaque carte, il revient 200 francs à l'Union; sur chaque versement de 200 fr. (à raison de six par an), la moitié est acquise par le cercle de base.

Sur les sommes revenant à l'Union, le Comité a admis la répartition suivante : la moitié pour les frais de secrétariat et de fonctionnement, un quart pour la caisse des brochures, un quart pour la solidarité.

Sur ce dernier point, le Comité a admis la participation de l'Union des Syndicalistes à l'action de la Solidarité Internationale Antifasciste (section Pro-Hunqaria).

**

Il faudra bien que nous précisions petit à petit la « philosophie » de notre Union. Certains camarades m'ont personnellement reproché de vouloir lui accrocher l'étiquette « anarcho-syndicaliste ».

J'avoue que j'en reste un peu soufflé. Qu'ils me relisent attentivement et ils verront qu'il n'en est rien. Mais peut-être ne serait-il pas inutile de discuter de tout ce qu'on peut mettre derrière ce vocable d'« anarcho-syndicalisme », à commencer par le sens littéral du terme. Mais il y a temps pour tout. D'abord vivre, ensuite philosopher...

R. GUILLORE.

LA VÉRITÉ SUR LES SALAIRES D'ÉLECTRICITÉ ET GAZ DE FRANCE

Les grèves de l'électricité et du gaz ont fait rebondir la campagne qu'une certaine presse, depuis la nationalisation de ces industries, mène contre le personnel qui bénéficie d'une « situation privilégiée ». Cette légende créée par les adversaires des nationalisations est très difficile à détruire. Le public l'a si souvent lue qu'il y croit et même des personnes qui devraient être exactement renseignées en sont persuadées ; c'est ainsi qu'un nouveau ministre de la Production industrielle à qui la fédération F.O. exposait les revendications du personnel, avoua que dans son esprit les électriciens et les gaziers étaient favorisés par rapport aux industries similaires. Après vérification par ses services, il fallut bien se rendre à l'évidence, mais cela ne l'amena pas à satisfaire la revendication justifiée du personnel.

Situation d'Electricité et Gaz de France

Chaque entreprise est administrée par un conseil d'administration de dix-huit membres composé par tiers de représentants du gouvernement, des usagers et des organisations syndicales.

Théoriquement, Electricité de France et Gaz de France sont des entreprises industrielles et commerciales, chaque conseil d'administration devrait diriger l'entreprise sur ces bases, et agir suivant les intérêts de l'entreprise et des usagers. Mais l'Etat s'impose et tend à les fonctionnariser ; c'est ainsi par

exemple qu'il a imposé à Gaz de France l'achat de gaz des usines de l'Est, alors que dans son usine d'Alfortville de construction récente, il aurait pu produire ce gaz à un prix de revient inférieur à celui qui est payé aux usines de Lorraine.

Les deux conseils d'administration ne sont pas majeurs et à aucun moment ils n'ont tenté sérieusement de se libérer des instructions reçues du gouvernement.

Ce ne sont pas les conseils d'administration ni les directeurs généraux qui fixent la rémunération du personnel, mais le ministre de la Production industrielle, après accord préalable avec le chef du gouvernement. C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 1953, René Mayer, président du Conseil, s'opposa à l'application d'un protocole d'accord signé par les directeurs généraux après l'assentiment du ministre de tutelle, qui donnait une légère augmentation de salaires. Les salariés étaient très mécontents que les signatures ne soient pas honorées ; après six mois de patience, les fédérations syndicales lancèrent un ordre de grève de 24 heures, qui eut un plein succès, les cadres participant également au mouvement. Il y eut manque de gaz et de nombreuses coupures de courant à Paris, ce qui ne s'était pas produit depuis 1906, date à laquelle Pataud était secrétaire du syndicat des électriciens. En province, il y eut baisse de pression de gaz et délestage de courant.

A la suite de ce mouvement, le gouvernement autorisa les directeurs généraux à respecter leur signature.

Les entreprises se sont considérablement développées. Dans un document, E.D.F. indique que la production d'électricité est passée de 24 milliards de kilowattheures en 1946 à 50 milliards en 1955.

Les effectifs du personnel qui étaient en 1946 de 72.000 agents sont en 1956 de 76.700, soit 8 % en plus pour une production de plus du double.

Gaz de France a publié que la vente du gaz est passée de 2 milliards 100 millions de mètres cubes en 1946, à 3 milliards 100 millions de mètres cubes en 1955 ; soit une augmentation de 50 %.

Les exploitations gérées par Gaz de France ont vendu 1.475.000 tonnes de coke en 1946, et 2.400.000 tonnes de coke en 1955.

L'effectif total de Gaz de France était en 1946 de 37.000 agents ; au 31 décembre 1955, de 32.000 agents, soit une réduction de 13,5 %. Ce résultat a été obtenu par suite de la modernisation des usines à gaz.

C'est dire que les deux entreprises sont florissantes, elles sont encore appelées à un très grand développement dans les dix prochaines années.

Situation du personnel

A la nationalisation (1^{er} mai 1946), le personnel des deux industries d'électricité et de gaz fut rémunéré selon une grille de salaires comprenant 20 échelles et 10 échelons. Dans les échelles de 1 à 10 sont répartis les employés et les ouvriers ; les échelles de 11 à 20 s'appliquent aux agents de maîtrise et aux cadres. Les échelons sont attribués d'après le mérite et l'ancienneté ; l'échelon 10 est atteint après 24 années de services. L'échelle de base n° 1 correspond au coefficient 100 et l'échelle n° 20 au coefficient 900.

Le salaire de base est fixé à l'échelle n° 1, échelon 1 ; la hiérarchie s'applique à ce salaire d'après les coefficients attribués aux agents.

A l'échelle de base n° 1 coefficient 100 s'ajoute une majoration résidentielle qui varie suivant la région de 15 à 25 %.

Le personnel est payé au mois et effectue 48 heures de travail par semaine ; en fin d'année, il lui est attribué un treizième mois.

Il reçoit en deux fois une prime de productivité qui, exceptionnellement, s'est élevée en 1956 à peu près au salaire mensuel.

Bien que les deux entreprises soient très prospères, le personnel, du manœuvre à l'ingénieur, perçoit un salaire insuffisant par rapport au coût de la vie, et inférieur aux salaires dont sont bénéficiaires par exemple les personnels de la R.A.T.P., de la Préfecture de la Seine et des industries privées similaires.

Je prends comme référence la R.A.T.P. et la Préfecture de la Seine, parce que, antérieurement à la nationalisation, les électriciens de Paris, petite et grande banlieue et gaziers de Paris étaient assimilés au personnel de la Préfecture de la Seine.

Dans les industries électrique et gazière travaillent de nombreux ouvriers qualifiés de la métallurgie : forgerons, ajusteurs, fraiseurs, tourneurs, soudeurs, chaudronniers, etc. Par suite de la modernisation des usines, leur nombre augmente et une bonne qualification est exigée.

Un ouvrier qualifié titulaire du C.A.P. débute à l'échelle 7 avec un salaire de 31.000 fr. ;

avec le 1/12^e du treizième mois, cela lui fait un salaire mensuel brut de 33.583 fr. S'il termine sa carrière à l'échelle 8, après vingt-quatre ans de services, il a un salaire mensuel brut, treizième mois inclus, de 48.919 fr.

Un ouvrier hautement qualifié est classé par avancement dans la paire d'échelles 9-10, dont le salaire mensuel de début avec le treizième mois est de 35.722 fr., le maximum de l'échelle 9 après vingt-quatre ans de services est de 51.797 fr. brut. Echelle 10 : salaire de début avec le treizième mois 37.706 fr. brut, salaire maximum après vingt-quatre ans de services avec le treizième mois, 54.674 fr. brut.

Quelques spécialistes très hautement qualifiés peuvent accéder à l'échelle 11 dont le salaire maximum après vingt-quatre ans de services est de 54.462 fr. ; avec le treizième mois, 59.000 fr.

Salaires R.A.T.P., Préfecture de la Seine, industries similaires

Examinons les salaires payés à la R.A.T.P. aux ouvriers professionnels. Il comprend une partie fixe et des primes.

Ouvrier qualifié 5F, salaire de début : $37.982 + (140 \times 2,76) + 2.500 = 40.888$ fr. Il atteindra le salaire maximum après dix-huit ans de services, soit : $50.551 + (202 \times 2,76) + 2.500 = 53.608$ fr.

Ouvrier hautement qualifié 5G, salaire de début : $41.229 + (164 \times 2,76) + 2.500 = 44.189$ fr. Après dix-huit ans de services, il atteint le salaire maximum de $54.966 + (200 \times 2,76) + 2.500 = 58.073$ fr.

Chef reviseur très hautement qualifié 5H, il n'en existe qu'un petit nombre : salaire de début : $41.156 + (169 \times 2,76) + 2.500 = 44.122$ francs. Après dix-huit ans de services, le maximum est de : $55.192 + (225 \times 2,76) + 2.500 = 58.313$ fr.

Préfecture de la Seine. L'ouvrier qualifié, coefficient 170, a un salaire de début de : $35.275 + 3.873 = 39.148$ fr. ; salaire maximum, coefficient 240 : $49.160 + 5.891 = 55.051$ fr.

Ouvrier hautement qualifié, coefficient 255. Salaire de début : $52.175 + 6.251 = 58.426$ francs ; salaire maximum, coefficient 270 : $56.341 + 6.902 = 63.243$ fr.

J'insiste sur le fait que si l'électricité et le gaz de Paris n'avaient pas été nationalisés, les professionnels auraient les salaires de la Préfecture.

Les usines de métallurgie de la région parisienne paient généralement le salaire d'un ouvrier qualifié P.2 : 280 fr. de l'heure ; avec la semaine de travail de 48 heures, cela fait un salaire mensuel de 56.000 fr.

Le salaire horaire d'un ouvrier hautement qualifié P.3 varie entre 320 et 340 fr. Si nous prenons le chiffre de 320, cet ouvrier gagne mensuellement un salaire de 66.400 fr.

Dans les usines, les salaires énoncés ci-dessus sont payés dès l'embauche.

En outre, nombreuses sont les usines qui accordent à leur personnel des primes : soit un salaire double au départ en vacances, soit une prime de fin d'année, quelquefois les deux.

Les chiffres cités ci-dessus, en comparaison des salaires reçus par les professionnels de l'électricité et du gaz, sont éloquentes. Mais la situation des agents des autres catégories est analogue. Par exemple les ingénieurs sortant des grandes écoles ont un salaire mensuel de début à l'électricité ou au gaz de 61.000 fr. ;

les ingénieurs sortant des autres écoles, de 55.000 fr.

Je souligne qu'un nombre très important d'agents dans les deux industries ont des emplois qui nécessitent un service de travail de trois-huit. Le travail de nuit est beaucoup plus fatigant.

Ces faits ont pour conséquence qu'un très petit nombre d'ouvriers qualifiés sollicitent un emploi à E.D.F. ou G.D.F. Les offres d'emplois de maîtrise ne sont satisfaites qu'à 20 %. En 1955, pour 225 ingénieurs démissionnaires ou retraités, il n'y eut que 65 demandes d'emplois.

Cette situation inquiète considérablement les directions générales des deux entreprises. Dans un document publié en 1956 par Gaz de France, à l'occasion du dixième anniversaire de la nationalisation, on lit ce qui suit :

« Les rémunérations du personnel qui se trouvaient, en 1946, en harmonie avec celles des professions similaires du secteur industriel et commercial n'ont cessé depuis lors de subir, en dépit de rajustements successifs, un décalage sensible par rapport à l'évolution générale des salaires en France, notamment dans le secteur privé dont la majeure partie des agents du Gaz de France est issue.

« Ce problème, qui a retenu l'attention du conseil d'administration du Gaz de France, a été, à maintes reprises, soumis aux pouvoirs publics. En effet, l'insuffisance des rémunérations, aussi bien pour le personnel d'encadrement que pour le personnel spécialisé, a provoqué une grave crise de recrutement durant les dernières années. Actuellement, le caractère industriel et commercial indispensable à un service public comme celui du gaz, risque d'être remis en cause dans l'avenir immédiat si la valeur technique du personnel ne peut être maintenue à son niveau présent par des mesures appropriées. On ne saurait trop s'alarmer de la désaffection, à l'égard du Gaz de France, manifestée tant par les cadres sortis des grandes écoles techniques que pour le personnel ouvrier ayant reçu une formation spécialisée. »

Ce sévère réquisitoire — qui a sûrement reçu l'assentiment du directeur général de Gaz de France — contre la politique des gouvernements qui se sont succédé depuis 1951, est bien la démonstration que cette situation doit être rapidement redressée. Le personnel prend conscience que les salaires des agents, de la base au sommet, se dévalorisent et qu'il y a lieu d'y mettre un terme.

Salaire binôme

Le personnel des deux industries est organisé à 90% et se répartit dans les différentes fédérations comme suit : C.G.T. 48 %, F.O. 20 %, C.F.T.C. 17 %, C.G.T. (cadres) 5 %.

Les organisations syndicales ne sont pas d'accord entre elles concernant la répartition des futures augmentations.

La fédération F.O., tenant compte des observations formulées par les camarades de la base contre l'application de la hiérarchie intégrale qui attribue aux cadres une augmentation bien plus importante que celle dont les ouvriers et employés sont bénéficiaires, vota à l'unanimité, syndicats de cadres compris, en son congrès fédéral de 1954, une résolution demandant de revendiquer désormais des augmentations de salaires comportant une partie uniforme commune à tous les agents et une partie hiérarchisée.

La fédération F.O. défend fermement cette revendication. Les autres fédérations sont parties en guerre contre cette méthode équitable de répartir le relèvement de salaires qui peut être obtenu. C'est ainsi que la C.G.T. défend les intérêts des plus nécessiteux. En 1950, elle alla plus loin : dans une commission officielle constituée en vue d'élaborer une nouvelle grille de salaires, elle présenta un projet qui ouvrait davantage l'éventail des salaires, et portait le coefficient 900 de l'échelle maximum à 960.

C.G.T. et C.F.T.C. ont beau faire, leurs adhérents employés et ouvriers sont acquis au salaire binôme ; l'idée fera donc du progrès, et il faudra bien que les directions fédérales s'inclinent devant cette volonté de plus d'équité.

Grèves tournantes

Les fédérations sont vainement intervenues auprès des directeurs généraux ainsi qu'auprès du ministre de tutelle en vue d'obtenir une augmentation de salaires. F.O. fut reçue à la Présidence du Conseil, qui donna une réponse négative. La C.E. demanda à ses syndicats d'agir également pour faire pression sur le gouvernement. Pour répondre à cet appel, les syndicats parisiens décidèrent d'entrer dans l'action. Des grèves tournantes eurent lieu et, le 21 janvier, le syndicat F.O. du Gaz de banlieue prit l'initiative d'une grève de vingt-quatre heures, à laquelle se joignirent les cadres F.O. et les syndicats de base de la C.G.T. et de la C.F.T.C.

Après cette action, la fédération F.O. intervint à nouveau auprès de Guy Mollet qui promit le versement d'un acompte qui a été effectivement versé, soit de 3.000 à 23.000 fr. Mais il ne résout rien. Les organisations syndicales insistent pour obtenir l'ouverture des discussions sur les salaires avec les directeurs généraux de l'électricité et du gaz. Ceux-ci répondent que des instructions reçues du gouvernement leur interdisent de discuter des salaires avec les fédérations syndicales.

Devant cette obstination du gouvernement, les syndicats F.O. de la région parisienne déclenchèrent, le 20 février, une grève de vingt-quatre heures. Puis les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et C.G.C. donnèrent l'ordre de grève pour le 22 février, auquel se rallia la fédération F.O. L'arrêt du travail fut total ; dans tout le pays, il y eut baisse de pression de gaz et coupures d'électricité, en province comme à Paris.

Des grèves tournantes ont eu lieu dans des usines de production et de distribution de la région parisienne. Voici la méthode appliquée dans les usines à gaz de Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne (1.800 ouvriers). Par exemple, les camarades qui déchargent le charbon des péniches sur la Seine sont en grève deux heures ; quand ils reprennent le travail, ce sont les ouvriers de la traction (qui transportent le charbon avec des trains à l'intérieur de l'usine) qui se mettent en grève pour deux heures ; les deux heures suivantes, ce sont les convoyeurs, dont le travail consiste soit à décharger les wagons soit sur les tapis roulants qui alimentent les silos qui fournissent le charbon aux fours, soit au parc à charbon.

Cette méthode de grève crée une grande pagaie dans l'usine, ce qui constitue un bon moyen de pression.

Le président du Conseil déclara à la fédération F.O. que s'il accordait une augmentation de salaire aux électriciens et gaziers, il serait dans l'obligation de donner satisfaction à d'autres salariés.

Le personnel des deux entreprises ne peut entrer dans ces considérations, d'autant plus qu'il n'ignore pas qu'une augmentation de salaire ne nécessiterait pas une majoration du kWh et du mètre cube de gaz. Il sait très bien que les tripatouillages des 213 articles n'ont pas évité en 1956 une hausse de 8 % du coût de la vie. En outre, à l'inverse

de ce qui se produit dans les industries similaires, son salaire se dévalorise.

Le personnel est unanimement décidé à obtenir satisfaction. Si Guy Mollet s'obstine dans son refus, les grèves se multiplieront. Il n'y aura probablement pas de grève illimitée, mais des arrêts de travail limités et des grèves tournantes, qui gêneront sérieusement le public. Cette action pourrait se prolonger le temps qu'il serait nécessaire pour amener le gouvernement à composition.

G. DELSOL.

POUR UN SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE dans l'Enseignement Technique « Apprentissage »

Lorsque, au congrès national de Limoges 1956, Andreu demandait un vote sur les tendances, il lui fut répondu qu'il n'y avait d'autre tendance que l'autonomie au sein du S.N.E.T.A.A...

Il jugea cette position fort regrettable et de nature à ralentir l'inéluctable venue de tous les personnels des C.A. dans notre syndicat, notre but était en ce domaine celui de tous ceux qui étaient présents à Limoges, il se garda bien de récriminer afin que nos forces ne fussent pas divisées.

Ce qui n'a pu être fait à Limoges l'a été dans l'académie de Grenoble. Trois tendances se sont trouvées en présence. L'une faisant sienne les positions de la F.E.N., la seconde étant nettement corporatiste, la troisième, la nôtre, s'inspira du « syndicalisme révolutionnaire » par opposition à l'immobilisme fédéral.

Ces trois motions ont obtenu respectivement 21 %, 34 % et 45 % des voix pour le syndicalisme révolutionnaire.

Les tenants du « syndicalisme révolutionnaire » n'ont rien détruit pour en arriver là. Leur non-conformisme réside tout simplement en ceci : convaincus de la valeur de l'autonomie, mais non moins persuadés de la nécessité pour tous les travailleurs adhérant à un syndicat autonome de pouvoir confronter leurs idées afin de parvenir plus sûrement au but commun, ils reprochent à tous les syndicats autonomes de l'Enseignement et à la fédération qu'ils composent d'être devenus des sortes d'amicales plus soucieuses de défendre le pain quotidien de l'ensemble et les prérogatives de quelques-uns que de se battre pour une idée. Certes, il ne nous viendrait pas à l'esprit de délaissier les problèmes corporatistes pour « faire de la politique ».

Toutes les revendications tendant à l'amélioration des conditions de vie matérielles et morales des enseignants et des travailleurs, nous les faisons nôtres.

Seulement, pour si légitime que soit le combat engagé, sur ce terrain, il n'est et ne doit être qu'une part de l'activité syndicale. Le syndicat qui se contenterait d'une activité si limitée trahirait tout simplement sa tâche.

Le syndicalisme a d'autres buts : il se doit en particulier d'être, dans toutes ses manifestations, le moteur de l'organisation et de l'action sociales, de l'émancipation des individus et des peuples.

Nous inspirant de la charte d'Amiens, nous pensons que l'émancipation du prolétariat ne peut être l'œuvre que du prolétariat lui-même. Par la rénovation du « syndicalisme révolutionnaire », nous croyons possible le rassemblement des masses ouvrières aujourd'hui divisées.

Nous ne nous attarderons pas à dénoncer tout ce qui ne va pas dans le syndicalisme actuel. Nous nous contenterons de montrer un exemple de cet immobilisme qui, pour nous enseignants, est particulièrement pénible.

La laïcité — est-il besoin de l'écrire — doit être dans l'immédiat, la pierre fondamentale de notre action. A Lavergne le pensait bien aussi quand, au lendemain du congrès de la F.E.N., en novembre 1956, il écrivait dans un article intitulé « Un

congrès prolétarien » : « Il ne saurait y avoir de syndicalisme libre sans la reconnaissance formelle de la laïcité... Qu'est la laïcité ? L'aboutissement de la pensée française marquée par la réforme, l'humanisme, la pratique de la tolérance, le développement philosophique du XVIII^e siècle, les mouvements révolutionnaires sociaux du XIX^e siècle, la pratique de la fraternité, la nécessaire résistance humaniste au développement vertigineux des techniques nouvelles susceptibles, si le syndicalisme n'y prend garde, d'étouffer la personnalité humaine. La laïcité des institutions et de l'enseignement public est pour la F.E.N. un préalable à toute reconstitution de l'unité syndicale ouvrière à propos duquel elle n'acceptera aucun compromis. »

Nous sommes bien d'accord avec Lavergne. En vérité, c'est d'un préalable qu'il s'agit et à propos duquel, la F.E.N. et les syndicats qui la composent ont manqué à leur parole, puisqu'ils n'ont rien fait pour en obtenir le respect.

Nous n'aurons la cruauté, ni de reprendre les décisions de ce congrès pour démontrer qu'elles sont restées sans lendemain, ni de donner d'autres exemples : il ne pouvait en être autrement.

Nous pensons en effet que la volonté prolétarienne peut s'imposer, sous sa forme syndicale, en gardant sa combativité, mais qu'elle ne peut le faire qu'en restant indépendante à l'égard des partis, des Eglises, du patronat et des gouvernements, quels qu'ils soient.

Le « syndicalisme révolutionnaire » a sa place dans un syndicat autonome. Il peut même s'identifier à l'autonomie tant il est vrai qu'il en est la plus haute expression.

N.B. — « Il importe peu que chacun de nous dans le fond de son cœur, se croit révolutionnaire ou réformiste, ce qui importe d'abord, c'est que tous ensemble, nous contrainions les « politiques », qu'ils soient ou ne soient pas de nos amis, à avoir toujours la même attitude à propos de nos problèmes, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition. » — G. LAURÉ. « Enseignement Public » n° 3, janvier 1957.

Ce sont là de belles paroles assurément, mais de quels actes seront-elles suivies ?

Les représentants de la tendance syndicaliste révolutionnaire : JULLIEN, ANDREU, BOLLARD, AMIOT, BREST, IDELON, MELET, BASTIDE, AMICE, TONDEUR, RAFAL, ALLEMAND (Académies de Grenoble, Paris).

La Moscovie s'est formée et a grandi à l'école d'abjection que fut le terrible esclavage mongol. Sa force, elle ne l'a accumulée qu'en devenant une virtuose dans l'art de la servitude. Même une fois émancipée, la Moscovie a continué à jouer son rôle traditionnel d'esclave-maitre.

Karl MARX.

UN « PÈRE LORIQUET » PROGRESSISTE

Il est d'honorables libres penseurs qui ont bavé sur la révolution hongroise, parce que celle-ci avait été marquée par la libération du cardinal-primat et menée par l'Eglise (!) sous le signe de la « Terreur noire » (sic !). Joignons donc à l'anthologie anticléricale du post-stalinisme, une lettre d'un « prêtre progressiste »... l'abbé D., publiée dans la *Nouvelle Gauche* (numéro du 25 février au 10 mars).

Il y est dit d'abord que si les leaders socialistes sont des traîtres authentiques, les chefs communistes sont *peut-être* des profiteurs ou des maladroits ou des tyrannaux... ce ne sont ni des imposteurs ni des traîtres. Et voici le paragraphe sur l'Algérie et la Hongrie, dont l'apostolique clarté édifiera les plus incrédules :

Là où je ne puis vous suivre, c'est encore au sujet de votre condamnation sur le même pied des événements d'Algérie et de Hongrie. Votre attitude ici relève chez vous d'une doctrine confuse. Au nom de quels principes estimez-vous aussi graves deux ordres de faits totalement différents ? En Algérie, il s'agit d'une guerre de reconquête, d'une lutte raciale qui a pour résultat de tuer un peuple, d'étouffer une nation avant même qu'elle naisse. En Hongrie, il s'agissait de sauver un régime contre ses propres fautes et contre les excès de ceux qui voulaient le corriger (mais avec quelles faiblesses politiques et quelle confusion, il faut avoir la mémoire courte pour l'avoir oublié !) Car vous savez bien que les troupes soviétiques ne sont pas en Hongrie pour tuer un peuple. C'est la faute au régime, si le peuple est soulevé, mais c'était le devoir du régime, dans l'intérêt même du peuple, de ne pas se laisser couler dans la confusion et peut-être même le nihilisme d'un mouvement anarchique.

Nous ne sommes pas suspects d'indulgence à l'égard de la politique Mollet-Lacoste. Mais nous ne jugeons pas particulièrement pertinentes les appréciations de l'abbé progressiste. Réaction colonialiste nous suffit. Parler de « guerre de reconquête », de lutte raciale, c'est favoriser la confusion et faciliter la contradiction.

Mais le Jésuite de Pascal — même après avoir consulté ses Pères les plus subtils — n'aurait pas trouvé d'aussi belles formules pour définir l'écrasement du peuple hongrois par les soudards de Moscou. Ce régime que l'on sauve... contre ceux qui veulent le corriger, qui a soulevé le peuple contre lui et qui a le devoir dans l'intérêt du peuple de ne pas se laisser couler... etc. « est vraiment le digne héritier de la Sainte institution qui brûlait les corps... pour sauver les âmes !... »

Faut-il citer encore une justification de l'U.R.S.S. qui tout en « se déstalinisant à l'intérieur » doit montrer un visage « stalinien » à l'extérieur, afin de faire peur au capitalisme agressif, d'ailleurs responsable par ses pressions de la lenteur de « la démocratisation des pays socialistes » ?

On écrit cela, alors que les exécutions continuent en Hongrie, alors que la passivité des démocraties occidentales nous couvre de honte... On justifie ainsi le régime le plus meurtrier que l'Histoire ait connu depuis le début des Temps Modernes... Ce ministre du Christ mérite de porter sur sa soutane la camisole des débiles mentaux ou la casaque du bourreau.

La rédaction de la N.G. veut bien avouer que cette lettre est à bien des égards en opposition avec sa ligne politique, mais elle la juge « très intéressante et positive ». C'est bien notre avis. Nous ne troublerons donc pas un dialogue aussi instructif.

R. H.

Parmi nos

LETTRES

Un mécontentement injustifié

De Georges NICOLAS, de Paris :

J'ai attendu jusqu'alors pour vous faire connaître mon mécontentement concernant la position de la R.P. : Affaire algérienne et nassérienne.

Je travaille toujours avec des Nord-Africains et je ne rends pas responsables quantité de pauvres types de crimes dont jamais la R.P. n'a dénoncé l'horreur.

De plus, n'ayant jamais nourri d'estime pour les militaires, je n'ai jamais pensé que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des dictateurs.

Aussi ne compte pas sur mon réabonnement et cependant — abonné depuis le début — j'ai tardé pour prendre cette décision, pensant qu'il y aurait révision de tactique. Au contraire, et ce ne sont pas tes explications qui me suffisent.

Pour affirmer encore que la « R. P. » est nassérienne, il faut mépriser non pas seulement mes explications, mais la plupart des articles parus dans les derniers numéros. Et la vérité toute simple en avançant que nous laissons à des dictateurs le soin d'émanciper les travailleurs.

Quant à l'affaire algérienne, c'est quelque peu rétrécir le problème que de le réduire à l'horreur inspirée par des... crimes... compensés par pas mal d'exactions... (les dernières les plus significatives étant la violente répression de la grève africaine... le pillage organisé des magasins musulmans... l'arrestation des avocats musulmans).

On regrette cependant le désabonnement d'un vieux camarade de la première heure comme Nicolas. Ce n'est pas la première fois que nous avons un désaccord avec lui. Et nous ne pensons pas que cela justifie une rupture. — R. H.

Un réabonnement motivé par... des désaccords...

De la camarade LANDRY, de Poitiers :

Moi aussi, je trouve que Louzon exagère (je ne sais pas si je n'ai jamais été d'accord avec lui). A mon avis, il a des positions trop tranchées, qui ne me semblent pas recouvrir exactement la réalité et quelque penchant à admettre la valeur de certains « blocs », alors que les pays qui dirigent ceux-ci nous apportent la preuve, comme avant 1914, que leur politique est axée sur la recherche de débouchés impérialistes, etc... Le danger actuel ne réside pas tant, pour moi, dans la lutte des idéologies, que dans une compétition acharnée pour les richesses du monde qui prend une forme de plus en plus monopolisatrice, à forme étatique ou non (il est à remarquer que le pétrole du Moyen-Orient ne représente que 10 à 12 % de la production mondiale, et que ce pourcentage devrait en pratique laisser les Etats-Unis indifférents).

Ceci dit, il n'empêche que c'est avec un grand plaisir que je lis la R.P. tous les mois. Oui, la chronique du syndicalisme devrait être plus étoffée, mais il est aussi bien intéressant de connaître la situation de la classe ouvrière dans les différents pays, à un moment où un souffle de liberté semble traverser les masses européennes (Pologne, Hongrie, Espagne). La solution serait d'augmenter le nombre de pages...

Sur un talon de mandat

De Paul CARMENE, de Tréguier (Côtes-du-Nord) :

Entièrement d'accord avec l'équipe sur l'Algérie, Suez et les colonies. Ne puis comprendre les désabonnements, les copains se sont crus révolutionnaires mais ne peuvent admettre que l'on critique les grands hommes de la République.

Notes d'Economie et de Politique

LA PRESENCE REELLE, CONDITION DE L'EMPIRE

Nous avons signalé à deux reprises (1) — tellement elle nous avait semblé importante — l'extraordinaire déclaration de Chepilov aux Nations Unies par laquelle la Russie offrait de retirer toutes ses troupes des pays de l'Est européen, à condition que les Etats-Unis abandonnent leurs bases militaires en pays étrangers.

Cette déclaration, dont l'importance était pourtant de première grandeur, fut à peu près complètement passée sous silence par la presse, et aucune suite n'y fut donnée.

Aussi les Russes ont-ils remis ça. Dans une dépêche de Moscou du 19 février, le grand reporter américain Joseph Alsop rendait compte d'une interview qu'il venait d'avoir avec Khrouchtchev lui-même et il citait, entre guillemets, les paroles suivantes du patron du Kremlin, que nous croyons utile de reproduire (2) bien qu'elles aient été généralement données par la presse quotidienne :

« Les troupes soviétiques seraient retirées de tous les pays d'Europe où elles sont actuellement stationnées en vertu des traités et accords existants, et ramenées sur le territoire national de l'Union soviétique. En même temps, les pays de l'Ouest européen retireraient eux aussi leurs troupes stationnées sur les territoires d'autres pays occidentaux. Les Etats-Unis retireraient également leurs troupes d'Europe et d'Asie et les ramèneraient sur territoire américain, toutes les bases militaires étrangères se trouvant ainsi liquidées. »

Comme la première, et bien qu'elle ait, paraît-il, fait l'objet d'importantes discussions au sein du Conseil de Sécurité américain, cette proposition est demeurée sans réponse.

Autrement dit, les Etats-Unis refusent définitivement la libération de l'Est européen.

Alors, à nouveau, nous nous demandons : pourquoi cela ? Et nous allons tenter à nouveau de nous l'expliquer.

Ce ne peut être, je l'ai déjà dit, pour des raisons militaires. Il est vrai que l'on dit que dans les discussions qui eurent lieu sur ce sujet dans les hautes sphères américaines, c'est surtout l'état-major, le Pentagone, qui s'est opposé à la prise en considération de la proposition russe ; parmi les diplomates, au contraire, certains, tels que Stassen, qui, peu après, abandonnerait son poste de délégué pour les questions de désarmement, étaient plutôt d'avis qu'il fallait répondre aux avances du Kremlin.

Cependant, si la liquidation des bases américaines aurait obligé le Pentagone à réviser ses plans militaires, ce que, évidemment les états-majors n'aiment guère faire, on ne peut sérieusement prétendre que cette liquidation aurait sérieusement affaibli la défense occidentale d'aujourd'hui.

L'atout principal de celle-ci dans une guerre totale, réside dans l'emploi des armes atomiques. Or si ces dernières ne pouvaient être portées à destination, il y a encore peu de temps, que

par des bombardiers de portée moyenne (3), qui devaient donc être basés à des distances de la Russie ne dépassant pas quelques milliers de kilomètres, il n'en est plus de même maintenant que les B52 peuvent, partant de l'Amérique, déverser leur chargement sur n'importe quel point de la Russie, et revenir à leur port d'attache si on les ravitaille en vol. Tout au contraire, le fait que la Russie possède dès aujourd'hui des fusées de portée moyenne qui peuvent atteindre les bases américaines d'Europe, d'Afrique ou du Proche-Orient, rend ces bases extrêmement précieuses ; seuls les aérodromes américains peuvent encore être considérés, du moins jusqu'ici, comme des bases de départ sûres pour un bombardement atomique de la Russie.

Quant aux quelques divisions américaines stationnées en Allemagne, ainsi que les anglaises et les françaises, elles vont pouvoir être remplacées dans un avenir qui peut être très proche si l'on s'en donne la peine, par un nombre au moins équivalent de divisions allemandes. Le sans-gêne avec lequel la France a retiré une partie de ses troupes d'Allemagne pour les envoyer en Algérie, et celui avec lequel l'Angleterre se propose de réduire pour « raisons budgétaires (!), ses effectifs stationnés en Allemagne, montre d'ailleurs que l'Europe ne se soucie guère de sa couverture en forces terrestres, et l'on ne voit pas pourquoi l'Amérique se montrerait plus royaliste que le roi !

Enfin, l'absence de bases américaines ne signifie pas l'absence, en Europe, de forces américaines. Dans un tout récent discours, l'amiral commandant la flotte américaine de la Méditerranée, déclarait orageusement que sa flotte « se suffisait à elle-même », qu'elle n'avait aucune base et ne désirait en avoir aucune, car, disait-il, aujourd'hui toutes les bases navales d'Europe (y compris Malte où ce discours était prononcé) sont beaucoup trop vulnérables à une attaque aérienne ennemie. Il n'est de bases sûres que cette base constamment mobile que constitue une flotte disposant par elle-même de tout ce dont elle a besoin.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, on peut considérer comme à peu près certain que, à condition, bien entendu, que de nouvelles dispositions militaires soient prises, la liquidation des bases étrangères n'affaiblirait pas le potentiel militaire de l'O.T.A.N., mais, au contraire, le renforcerait plutôt.

Et cependant ! on refuse cette liquidation ! On la refuse bien qu'on recevrait en échange ce joyau d'une valeur inestimable que serait la libération de l'Allemagne orientale, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie !

Et que l'on recevrait également cet autre joyau d'une valeur peut-être encore plus grande, que constituerait le fait que désormais dix mille kilomètres séparerait les armées des deux principaux antagonistes, au lieu que celles-ci soient, comme aujourd'hui, au contact, face à face. Ce pourrait être la fin de la guerre froide ; ce serait

(3) Soyons précis : l'Amérique a bien, depuis longtemps, des bombardiers à grande portée, mais ce sont de vieux bombardiers, qui ne volent ni assez haut ni assez vite pour ne point risquer d'être interceptés par la nouvelle aviation de chasse.

(1) Voir R.P. de décembre 56 et de janvier 57.

(2) Traduites de la version originale de l'interview publiée par le *New-York Herald Tribune*.

en tout cas le seul moyen de rendre cette fin possible.

Qu'on refuse d'examiner une telle proposition — la première de raisonnable que font les Russes — qu'on n'accepte même point d'en discuter, ne serait-ce que pour s'assurer qu'elle est sincère, apparaîtrait donc tout juste comme un acte de pure folie si l'on ne se rappelait que nous sommes dans l'ère de l'impérialisme, et qu'il ne s'agit donc pas seulement pour l'Amérique d'abattre la Russie, pas plus qu'il ne s'agit seulement pour la Russie d'abattre l'Amérique, mais que ce pourquoi combattent ces deux Puissances, c'est non pas seulement l'affaiblissement ou la destruction de l'autre, mais l'institution d'un empire du monde. L'Amérique ne s'oppose à la Russie, et la Russie ne s'oppose à l'Amérique que parce que toutes deux veulent établir un empire mondial et que chacune d'elles entend l'établir sous sa direction et à son profit.

Dès lors, l'Amérique a besoin d'être là ! Il lui faut être présente dans toutes les parties du monde où elle le peut déjà, en Europe occidentale, en Afrique, au Proche-Orient, ou au Japon et à Formose, parce que tous ces pays font partie du futur empire mondial qu'elle se propose d'établir, et qu'en partir serait abandonner, alors qu'elle débute, la tâche de conquérir le monde.

On ne conquiert qu'à la condition d'occuper, et d'occuper avec la seule force qui compte, la force armée. « Loin des yeux, loin du cœur », affirme un vieux dicton. Le jour où l'Américain ne serait plus présent en chair et en os, et en armes, dans le vieux monde, celui-ci ne tarderait pas à échapper à son emprise. Une alliance entre deux pays pour un but déterminé peut parfaitement se maintenir sans que les troupes de l'un ne se tiennent dans l'autre, mais l'intégration d'un pays dans l'empire d'un autre ne peut subsister que si ce dernier se maintient présent, réellement présent, sur le territoire du premier.

Mais, dira-t-on, étant donné que la Russie recherche, elle aussi, l'empire du monde, elle a le même intérêt à maintenir ses troupes en Europe orientale que celui qu'a l'Amérique à maintenir les siennes en Europe occidentale, et pour la même raison.

En effet ! Et c'est pourquoi il se peut bien que Moscou n'ait fait son offre que parce qu'il était à peu près sûr que Washington n'accepterait pas.

Cependant, dans le cas où Eisenhower aurait pris Chenilov ou Khrouchtchev au mot, la Russie, dont les bases à l'étranger couvrent un espace beaucoup plus petit, et beaucoup plus proche de ses frontières que les bases américaines, aurait été beaucoup moins affectée que l'Amérique. Elle n'aurait plus été ni à Berlin ni à Budapest, mais elle en serait restée à quelques centaines de kilomètres, tandis que pour l'Amérique abandonner ses bases, c'est abandonner non seulement Londres, Paris et Rome, mais aussi Rabat, Tripoli, Dahrân, Okinawa, et c'est en être séparé par dix mille kilomètres de mers ! A défaut de la présence dans les territoires qu'on entend annexer à son cortège, on peut à la rigueur, et momentanément, se contenter de demeurer près de leurs frontières, et c'est ce qui serait advenu à la Russie, mais pas à l'Amérique.

Si donc l'alliance atlantique n'était réellement qu'une « alliance », et non un empire en formation, l'offre russe aurait sans doute été acceptée d'enthousiasme par Washington, mais l'alliance atlantique n'est pas seulement qu'une alliance, c'est un empire en formation, et c'est cela qui explique le refus américain.

L'Europe orientale, par la volonté de l'Amérique, restera donc intégrée à l'empire russe, afin

que l'Europe occidentale puisse demeurer dans l'empire américain.

AKABA ET GAZA

Or donc, l'Etat d'Israël a fini par accepter, sous une pression constamment croissante de l'Amérique, et à la suite du lâchage de son seul allié, et complice (lâchage que le langage officiel a appelé la « médiation » de M. Guy Mollet), de retirer ses troupes sur les lignes qu'elles occupaient avant leur agression d'octobre. Félicitons-nous en ! Mais peut-être n'est-il pas inutile de fournir quelques indications sur ces deux zones d'Akaba et de Gaza, dont il a été abondamment question et dont il sera encore abondamment question, mais sur lesquelles on n'a à peu près donné aucun renseignement concret.

AKABA. — On sait que depuis fort longtemps, il est universellement admis qu'un Etat exerce sa souveraineté, non seulement sur son territoire terrestre, mais aussi sur une bande des mers qui baignent ses côtes et que l'on a désigné pour cette raison, du nom de « mer territoriale ».

Il fut décidé que la largeur de cette bande devait être approximativement égale à la portée des canons et, comme au siècle dernier, les canons, même de marine, ne portaient pas très loin, on fixa cette largeur à 3 milles marins, soit un peu plus de 5 kilomètres et demi.

Depuis lors, arguant que les canons ont maintenant beaucoup plus de 5 kilomètres de portée, certains pays ont, de leur propre initiative, étendu considérablement cette largeur en ce qui concernait leurs propres mers, la portant jusqu'à 30 kilomètres, mais cette extension n'a pas été reconnue par les autres Etats qui tous, cependant, continuent à reconnaître la souveraineté de l'Etat riverain sur une mer territoriale de 5 kilomètres et demi.

Or la distance qui sépare les rives des détroits (4) qui font communiquer le golfe d'Akaba avec la mer Rouge est inférieure à 11 kilomètres ; il s'en suit que tous les points de ces détroits appartiennent à la mer territoriale, soit de l'Egypte, soit de l'Arabie saoudite, qui en sont les riverains, la première à l'ouest, la seconde à l'est. En vertu donc d'une règle internationale, reconnue, je le répète, universellement, l'Egypte et l'Arabie saoudite ont un droit de souveraineté, et de police sur toute la largeur de ces détroits, ce qui les autorise naturellement à en interdire l'accès, tout comme celui de leur territoire terrestre, à qui bon leur semble. C'est ce droit qu'exercent tous les Etats lorsqu'ils interdisent, notamment, l'accès de leurs mers territoriales aux navires de pêche étrangers.

Le droit de l'Egypte et de l'Arabie saoudite à interdire le passage de ces détroits à des navires israéliens ou autres est donc incontestable. Cela en tout état de cause. Même si l'Egypte n'était pas en état de guerre avec Israël et même si elle ne venait pas d'être en butte à une agression de ce pays, violant l'accord d'armistice conclu il y a huit ans.

Est-ce à dire pourtant qu'il n'est point désirable que le passage soit libre à travers les eaux territoriales pour tous navires ou pour certaines catégories de navires, lorsque les mers territoriales occupent la totalité d'un détroit qui commande des mers baignant des Etats autres que ceux qui sont situés sur le détroit ? — Bien sûr que si ! Mais cela ne peut résulter que d'une convention

(4) Je mets « détroits » au pluriel, parce que, presqu'au milieu de ce qu'on appelle le détroit de Tiran, il y a une petite île (flanquée même d'un satellite), de sorte que cela fait deux passages, deux détroits.

particulière conclue avec les Etats dont on emprunte ainsi les mers territoriales. Convention négociée avec eux et signée par eux. C'est ainsi d'ailleurs qu'il a toujours été fait. Un cas célèbre en est celui de Bosphore et des Dardanelles. Ces deux détroits n'ont point 11 kilomètres de largeur ; leurs eaux forment donc partie des mers territoriales de la Turquie qui en possède les deux rives. Ils sont cependant depuis fort longtemps librement ouverts aux navires étrangers, mais cela en vertu toujours de conventions particulières, acceptées et signées par la Turquie, conventions qui règlent les modalités et les limites du libre passage.

Il ne saurait qu'en être de même pour le détroit de Tiran et pour toutes les eaux territoriales du golfe d'Akaba lui-même. Toute tentative d'opérer autrement, toute décision prise par un ou plusieurs Etats d'enlever à l'Egypte et à l'Arabie séoudite leur souveraineté sur leurs mers territoriales, en déclarant unilatéralement qu'on les déclare « internationales », serait la négation même d'une des lois internationales les plus anciennes et les plus formelles ; ce serait exactement l'équivalent de ce que serait l'annexion d'une partie du territoire terrestre de ces pays. De même qu'une telle annexion, ce serait une mesure dépourvue de tout droit ; ce serait purement et simplement une opération de force, un acte de guerre.

GAZA. — En vertu de l'accord d'armistice de 1949 qui a mis fin aux hostilités entre Israël et les Etats arabes, et par lequel la ligne de démarcation entre les armées belligérentes a été fixée grosso modo d'après la position de la ligne de bataille au moment du « Cessez-le-feu », toute une partie du territoire situé à l'ouest du Jourdain, ainsi que ce qu'on appelle la bande de Gaza, qui faisaient partie toutes deux de l'ancienne Palestine sous mandat britannique, sont restées en possession, la première de la Jordanie (ci-devant Transjordanie), et la seconde de l'Egypte.

Dans ces deux restants de la Palestine, la grande majorité des Palestiniens arabes qui avaient dû s'enfuir sous la pression des sionistes, se sont établis en qualité de « réfugiés ». Il y en a 600.000 dans la Palestine jordanienne, et 200.000 dans la Palestine égyptienne. Ces réfugiés, comme l'on sait, y demeurent dans des camps administrés ici par l'Egypte, là par la Jordanie, où ils sont nourris par l'O.N.U.

Ces réfugiés, pour la plupart paysans, qui ne digèrent point, cela va sans dire, d'avoir été privés de leurs terres et de leurs moyens d'existence par la conquête sioniste, pénètrent de temps en temps par petits groupes dans leur ancien pays pour se venger de ceux qui les en ont chassés, coupant parfois les récoltes de ce qui avait été leurs propres champs. Ce sont eux que l'on appelle les « fedayens » ; ces fedayens ne sont ni des Jordaniens, ni des Egyptiens, mais des Palestiniens. Des Palestiniens chassés de leurs terres et réduits à vivre depuis huit ans de la charité publique.

On imagine facilement, dès lors, quelle aurait été la situation de ces malheureux, si les Israéliens étaient restés à Gaza. Leurs camps de réfugiés seraient devenus des « camps de concentration » — ce qui n'aurait d'ailleurs point mis fin aux raids des fedayens, puisque la plupart de ces raids, et, notamment, tous ceux qui ont eu lieu depuis l'agression d'octobre, partent de Jordanie et non de Gaza.

Faut-il rappeler, pour donner une indication sur le sort qui aurait été réservé aux réfugiés de Gaza, qu'après leur occupation de cette ville, les Israéliens en ont tué 400, d'après les dires des

fonctionnaires de l'O.N.U. (5), et que, il y a deux ans, Israël n'avait pas hésité à bombarder la ville ouverte de Gaza, pour y tuer des « réfugiés », ce qui lui valut une condamnation, une de plus ! de la part de la Commission d'armistice de l'O.N.U.

L'un des mensonges habituels de la presse française, et même de toute la presse occidentale, est celui qui consiste à faire croire que la petite guerre, qui, en effet, n'a pas cessé depuis 1949 le long des lignes d'armistice est due non à Israël, mais à ses voisins. La commission internationale d'armistice qui détermine pour chaque incident le pays qui en est responsable, a pourtant proclamé la culpabilité d'Israël beaucoup plus souvent que celle de la Syrie, de la Jordanie ou de l'Egypte. Et les seuls incidents graves, ceux qui ne furent pas seulement des engagements de patrouilles, mais des actions menées avec des moyens importants bien au delà de la ligne d'armistice ont tous été le fait d'Israël. Le bombardement de Gaza en fut un ; la destruction de postes fortifiés opérée en Jordanie à la veille de l'agression contre l'Egypte, pour donner le change, et dont on ne peut pas ne pas se rappeler, en fut un autre. Aussi, pas plus tard que le mois dernier, déposant devant une commission du Sénat américain, Byroade, qui fut durant toutes ces dernières années l'ambassadeur d'Amérique au Caire, n'hésitait pas à déclarer que c'était avant tout Israël qui était responsable de l'état d'hostilités entretenu depuis 49 le long des frontières égyptiennes.

Si donc, il y a des Etats qui ont le droit de se plaindre, s'il y en a qui auraient le droit de demander l'occupation par eux d'un territoire dont portent continuellement, non pas de simples commandos, mais des attaques délibérées et en force, s'il y en a qui seraient fondés à exiger, notamment, que les forces israéliennes se retirent à plus d'une portée de canon de Gaza, et plus généralement, de tous les camps de réfugiés, ce sont les Etats arabes.

Conclusion

Ma conclusion est que si l'on veut rétablir une paix réelle au Proche-Orient, si on veut empêcher que les Etats arabes, ulcérés de tant d'injustices commises à leur égard, ne se résignent à demander aide à la Russie, il faut y rétablir ce que Proudhon appelait la *justice*.

L'an dernier, lorsque Mollet annonçait à son de trompe, qu'il allait faire des réformes économiques sensationnelles en Algérie : distribution de terres, extension des mesures de bienfaisance et d'assistance, etc., nous écrivions que là n'était pas la solution, du fait que ce que les Algériens exigeaient, essentiellement, c'était d'être désormais traités en hommes et non plus comme des « chiens » ; c'est pour leur dignité, et non pour leur ventre qu'ils se battent.

Il en est de même pour les Etats arabes. Tout comme les Européens d'Algérie s'estiment tout permis à l'égard du « bicot », les Etats européens, et particulièrement l'Etat français, s'estiment tout permis à l'égard des Etats arabes. Ce droit international qu'ils invoquent si mal à propos lorsqu'un Etat arabe prend des mesures intérieures que le Droit international a toujours reconnu le droit de prendre à tout Etat, telle que la nationalisation d'une compagnie exploitant sur le territoire de l'Etat, même si elle est étrangère, et a fortiori, si elle est nationale comme c'est le cas de la Compagnie de Suez, société égyptienne, ils

(5) Voir R.P. de janvier dernier.

le violent, eux, délibérément, impudemment, sans vergogne, dès qu'il s'agit d'un peuple « inférior », d'un Etat arabe.

Tant qu'on se permettra d'occuper un pays et d'en chasser le million d'hommes qui l'habitent, eux et leurs ancêtres, depuis des millénaires, parce que ce ne sont... que des Arabes,

tant qu'on se permettra d'arraisonner un navire en haute mer, en violation flagrante du principe de la « liberté des mers », parce que le propriétaire n'est... qu'un Soudanais,

tant qu'on se permettra d'intercepter un avion appartenant à une compagnie étrangère, alors qu'il vole ailleurs qu'au-dessus du territoire de celui qui l'intercepte, en violation non moins flagrante des conventions internationales (convention de Montréal), parce que cet avion n'est qu'un avion marocain,

tant qu'on s'arrogera le droit de faire des « opérations de police » dans un pays étranger en le bombardant, puis en y débarquant des forces armées, parce que ce pays étranger n'est... que l'Egypte,

tant qu'on prétendra enlever, en vertu simplement de sa propre décision, leurs mers territoriales à des pays étrangers, parce qu'il ne s'agit... que de l'Egypte et de l'Arabie séoudite,

on continuera à être haï, et toute paix demeurera impossible entre l'Occident et l'Orient, les Etats d'Orient, tout comme le moindre fellaga d'Algérie, voulant avant tout — beaucoup plus que des dollars, Monsieur Eisenhower ! — l'égalité des droits. Ce à quoi se refusent définitivement les Etats d'Orient, c'est que les anciennes puissances colonialistes continuent à les traiter comme elles n'oseraient point se traiter entre elles, et comme aucune d'elles n'accepterait d'être traitée par d'autres.

En second lieu, pour ce qui concerne les réfugiés de Palestine, nous ne saurions mieux faire que de reprendre à notre compte intégralement et textuellement les mesures réclamées dans cet admirable manifeste des Israéliens de la « Troisième Force » que la « R.P. » a publié le mois dernier.

J'ignore quels sont ces hommes de la « Troisième Force » ; je ne connais ni leur nombre, ni leur origine, ni leur influence, mais je sais une chose, c'est qu'eux seuls sont en train de sauver l'honneur du peuple juif, car eux seuls proposent la Justice.

La Justice, condition nécessaire de toute paix.

Rendez leurs terres aux Palestiniens, ainsi que l'avait demandé naguère l'O.N.U. ! Et il n'y aura plus de fedayen.

FEVRIER ET JUIN

C'est une règle générale. Lorsque plusieurs classes s'unissent pour foutre bas des formes politiques archaïques — au lendemain même de la victoire, elles se divisent. La masse populaire, qui a formé, dans la lutte commune, le gros des troupes de choc, réclame son dû, tandis que ceux qui vont devenir la classe dirigeante s'y opposent brutalement. Et c'est alors le heurt tragique.

De cette marche « dialectique » de l'histoire, 1848 demeure l'exemple classique. Bourgeois et ouvriers de France s'étaient étroitement unis en février pour renverser la monarchie ; quatre mois après, la bourgeoisie républicaine massacrait 10.000 ouvriers parisiens coupables d'avoir réclamé leur « droit au travail ».

La Commune, survenue six mois après le 4 septembre, en fut un autre exemple, moins net cependant, à cause de l'intervention d'un facteur d'un autre ordre : la présence sur le sol national d'une armée étrangère.

En Russie pareillement, Kronstadt, en 1921, fut la révolte des ouvriers et paysans qui avaient assuré la victoire de 17, contre la nouvelle bourgeoisie bureaucratique qui entendait s'assurer, pour elle seule, les profits de la victoire commune.

Or c'est une scission de même nature qui débute actuellement en Tunisie, ainsi qu'il résulte de la lettre que Finidori envoie de Tunis et que l'on trouvera dans ce numéro.

Bourgeoisie tunisienne, groupée tout particulièrement dans le Néo-Destour, et prolétariat tunisien rassemblé dans l'U.G.T.T. ont lutté côte à côte, coude à coude, pour se débarrasser de ce régime périmé qu'était le colonialisme. Ce dernier renversé, le prolétariat maintenant réclame son dû, et la bourgeoisie le lui refuse.

Certes, la scission entre bourgeoisie et prolétariat n'a pas encore atteint en Tunisie ni la profondeur, ni l'acuité qui entraîna en France les tragiques journées de juin et de mai, et peut-être ne les atteindra-t-elle jamais. Son développement dépend avant tout de celui que prendra la classe ouvrière tunisienne et de la rapidité avec laquelle celle-ci forgera sa conscience de classe. Subsidièrement, et pour le moment présent, elle ne pourra pleinement se manifester qu'une fois rompus les derniers liens qui subordonnent encore l'Etat tunisien à l'Etat français et qu'ainsi la crainte d'un retour offensif du colonialisme sera définitivement écartée, car l'indépendance nationale demeure la condition nécessaire de tout développement de la lutte de classe.

R. LOUZON.

P.S. — Je me permets de recommander à tous nos lecteurs, et particulièrement à ceux qui trouvent que nous exagérons dans ce que nous disons de l'Algérie, ainsi qu'à ceux d'entre eux qui appartiennent au parti de MM. Guy Mollet et Lacoste, de lire les récits que publie dans l'Express son rédacteur en chef, Servan-Schreiber, revenant d'accomplir sa période de « rappelé » en Algérie.

QUATRE QUESTIONS PRECISES

Dans son numéro du 6 mars, le *Canard enchaîné* a porté des accusations contre les polices algériennes, qu'il est impossible au gouvernement de laisser sans réponse, malgré la forme quelque peu enveloppée sous laquelle elles ont été formulées.

Nous posons donc à MM. Guy Mollet et Gilbert Jules les questions précises suivantes :

— Est-il vrai que lors de l'enlèvement d'un marchand de tabac kabyle par les « contre-terroristes » de l'O.R.A.F., l'automobile qui a servi à l'enlèvement était une voiture de la police judiciaire ?

— Est-il vrai qu'une police a été auteur ou complice dans l'attentat à la bombe contre les usines *Tamgali* ?

— Est-il vrai qu'une autre police a été auteur ou complice dans l'attentat à la bombe du garage *Soufi* ?

— Est-il vrai qu'une police a été auteur ou complice dans la pose de bombes aux domiciles de deux adjoints européens du maire d'Alger ?

Nous attendons les réponses.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Le gouvernement du territoire semi-autonome du Togo français vient de décider la suppression des allocations familiales à partir du sixième enfant.

LE SYNDICALISME ET LE POUVOIR

Amor Bouzid, délégué syndical de l'U.T.T. (1), a été expulsé du gouvernement de Sfax pour fait de grève — par décision du président du Conseil.

A la suite de désaccords — « pour une augmentation de salaires » — entre les ouvriers chargés de la cueillette des olives et les propriétaires oléiculteurs, le responsable syndical avait demandé et obtenu la grève.

Il lui est reproché de n'avoir prévenu ni le gouverneur ni l'inspecteur du Travail et d'avoir pénétré, sans autorisation, dans le domaine du propriétaire.

Dans son discours du 8 février, le président du Conseil estime que les grèves ne doivent avoir lieu qu'après échec des pourparlers entre le représentant de l'autorité, le délégué des agriculteurs et le représentant du syndicat, et « après que des efforts aient été faits en vue de la reprise du travail ». « Tant que ces efforts se poursuivent, le travail ne sera pas interrompu ».

D'autre part : « Il est interdit au responsable syndical d'entrer dans un domaine sans l'autorisation du propriétaire. Cette décision est maintenue lorsque le responsable syndical veut discuter avec les ouvriers. Le gouverneur est responsable de l'application de cette décision. »

En outre: « Une fois toutes ces questions réglées, il faudra alors appliquer la loi que nous avons prise et qui concerne le salaire des ouvriers. Cette application doit tenir compte de l'état du pays et des ressources de celui-ci. »

Tout contrevenant risque d'être accusé « de saboter la renaissance économique du pays et la vie de la nation » et traduit devant les tribunaux.

« Quant aux grèves qui sont déclenchées après une violente discussion, elles ne seront pas tolérées. Le gouvernement a le devoir de faire respecter la liberté du travail. Il n'obligera pas un ouvrier de travailler, s'il ne le veut pas. Dans ce cas, le propriétaire a le droit d'embaucher d'autres ouvriers. On ne peut permettre à un ouvrier, d'une part, de refuser de travailler et, d'autre part, d'empêcher le propriétaire d'embaucher de nouveaux ouvriers. »

Ces « mesures sociales », qualifiées de « sages », auraient eu « un agréable effet sur la population », d'après la Fédération néo-destourienne de Sfax, dans son télégramme de « profonde admiration » au président Bourguiba.

Cette histoire de Sfax a valu un savon « présidentiel » à Ben Achour, secrétaire général de l'U.T.T., dont on dit que les actions seraient en baisse dans les mêmes milieux gouvernementaux qui l'ont tenue sur les fonts baptismaux.

L'U.G.T.T. ? Tlili, son nouveau secrétaire général, déclarait le 21 janvier :

« Sous l'ancien régime, notre conception de combat était principalement basée sur la grève. C'était le seul moyen de contrer le colonialisme et de détruire sa structure économique.

« Aujourd'hui — tout en restant vigilants — nous devons reviser quelque peu cette conception, parce que le gouvernement que nous avons pensé exac-

tement comme nous et qu'il veille, tout d'abord, sur l'intérêt du peuple.

« Avant de décider une action quelconque, nous devons tout d'abord penser à l'intérêt du pays. »

L'intérêt du pays ! Mais c'est surtout le sort des producteurs, c'est-à-dire des travailleurs. Or leur situation est mauvaise. Les salaires ne bougent pas et les prix augmentent en même temps que les licenciements.

Dans un communiqué du 22 février, le C.A. de l'U.G.T.T. « attire l'attention du gouvernement sur la hausse constante des prix et notamment ceux des produits de première nécessité... et demande... le renforcement du corps des contrôleurs des prix.

Elle constate que « depuis des mois les grandes sociétés et les grands propriétaires terriens appliquent méthodiquement une politique de licenciements à outrance, grandissant le nombre des chômeurs... et demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires et notamment de promulguer un décret sur l'indemnité de licenciement, afin de décourager le patronat de combat dans son entreprise. »

C'est peut-être cette attitude, faite uniquement de confiance dans le pouvoir pour améliorer la condition ouvrière, qui fait remonter les actions de l'U.G.T.T. dans les mêmes sphères gouvernementales où l'U.T.T. perd du terrain.

Mais il ne sera pas facile de la faire accepter, cette attitude, par les gars de la base.

Taillés pour l'action directe, habitués à la pratiquer avec éclat, ces hommes fiers ne se laissent pas amuser longtemps encore avec le carrousel des centrales.

J.-P. FINIDORI.

Contre toutes les dictatures

Les confédérations syndicales libertaires C.N.T. d'Espagne, Arbetares Centralorganisation de Suède et Syndicalistisch Vakverbond de Hollande adressent à tous les travailleurs et à tous les hommes de bonne volonté le manifeste suivant :

Les événements qui ont secoué l'Europe et le Moyen-Orient en automne dernier, et dont l'ampleur et la violence ont ébranlé le monde, mettant la paix internationale en danger en noyant dans le sang les efforts des peuples vers leur émancipation et leur liberté, sont la conséquence des tensions internationales qui caractérisent notre époque, lourde de sens et de responsabilité historiques.

Le système communiste qui, à l'origine, correspondait à une volonté populaire de lutte contre l'exploitation du capitalisme privé et contre la rapacité des impérialismes, s'est transformé en régime totalitaire où l'Etat dispose d'une armée d'esclaves. Les exécutions en masse, les camps de concentration et les intrigues internationales de pur type impérialiste mesurent le chemin parcouru par le bolchévisme.

L'Etat communiste qui, au nom du socialisme, maintient de nombreuses nations européennes dans la soumission et l'esclavage, qui vient de réprimer sauvagement l'héroïque soulèvement du peuple

(1) Voir la « R.P. » de janvier dernier pour ce qui concerne la fondation de l'U.T.T. (Union tunisienne du travail), organisation dissidente de la vieille centrale syndicale tunisienne, l'U.G.T.T. (Union générale des travailleurs tunisiens).

hongrois, constitue d'autre part le centre de ravitaillement en armes des forces féodales et des cliques fascistes au Moyen-Orient, lesquelles exploitent avec machiavélisme la volonté de lutte des peuples arabes pour se dégager de la tutelle des vieux impérialismes occidentaux. Les aspirations nationales arabes, aussi justifiées que celles des autres nations, sont utilisées par l'impérialisme russe en vue d'exacerber les contradictions internationales jusqu'au point où la troisième guerre mondiale devient inévitable si le bolchévisme ne s'incline pas devant les efforts des Nations Unies ou bien la puissance militaire du monde occidental.

La pratique de méthodes impérialistes datant du XIX^e siècle par certains Etats démocratiques, a grandement favorisé la stratégie russe d'infiltration et a facilité sa marche vers l'hégémonie mondiale. Les opérations militaires menées en Egypte ont fourni aux militaires russes une excellente occasion de se présenter à nouveau comme les « anges gardiens de la paix », en détournant l'opinion mondiale, qui condamnait le massacre du vaillant peuple hongrois, par une propagande habile.

Les récents événements prouvent malheureusement que le vieil esprit impérialiste continue à exercer une influence néfaste au sein du monde occidental. De plus, la partie du monde qui se dit libre souffre elle aussi de la honte d'avoir à supporter, contre sa volonté, le règne de nombreux régimes despotiques ou fascistes qui imposent leur poigne aux peuples d'Espagne et du Portugal en Europe, aux nations du Nicaragua, de Saint-Domingue, du Venezuela et du Guatemala en Amérique. Ces systèmes d'oppression de type autoritaire entretiennent la zone de marais où la plante bolchévique trouve ses meilleurs aliments pour croître et se propager.

La lutte pour la liberté, pour la démocratie et pour la paix doit être dirigée contre toutes les formes de dictature qui nient les droits de l'homme et qui imposent l'injustice sociale. Les mesures pratiques contre la peste totalitaire moscovite doivent être appliquées simultanément aux actions efficaces pour l'assainissement des tares sociales, de façon à liquider les diverses manifestations de toutes les formes de fascisme et d'impérialisme. Il est également nécessaire de reconnaître que les Etats démocratiques actuels, de structure centralisée, et fondés sur des postulats exclusivement politiques, sont incapables d'apporter une solution véritable aux problèmes de la liberté ; de même qu'il faut reconnaître que la conception de souveraineté nationale est insuffisante pour répondre aux impératifs d'une économie mondiale seule en mesure d'améliorer les conditions de travail et de relever le niveau social, conditions du bien-être de l'humanité. Ce n'est que par une évolution de la démocratie vers le fédéralisme et la coopération que pourront surgir les synthèses créatrices.

Les derniers phénomènes qui se sont manifestés dans la sphère d'influence du pouvoir russe ouvrent cette route. Les profondes inquiétudes sociales, politiques, culturelles qui se manifestent au sein des nations satellites et qui ont récemment pris des formes ouvertes et violentes, ont acquis l'ampleur d'une véritable tempête sociale. Le cœur de cette nouvelle révolution se trouve dans l'empire russe lui-même. La grande grève des concentrationnaires de Vorkouta en 1953, s'est exprimée par des mots d'ordre syndicalistes caractérisés, combinés aux revendications de liberté et de démocratie classiques, de par le monde entier. Les grévistes des immenses camps de concentration russes exigeaient la suppression du parti unique et l'administration ouvrière des entreprises. En Hon-

grie, l'idée des soviets authentiques, celle des libres conseils ouvriers et populaires, vient de jaillir comme une force renaissante de la libération du peuple. En Pologne, de vastes discussions sont ouvertes autour des problèmes de la liberté, en opposition au dogmatisme marxiste et s'orientant vers les conceptions d'une libre administration, à caractère populaire et fédéraliste.

Toutes les manifestations en faveur d'une liberté conçue en des formes sociales, révolutionnaires et constructives nouvelles, dans un esprit de libre fédéralisme, constituent l'élément d'espoir d'une Europe orientale en proie à de tragiques événements. Ces mêmes épisodes démontrent que les bolchéviks sont incapables de réformer leur régime sanglant et inhumain pour l'adapter aux exigences d'un humanisme démocratique voulu par les peuples orientaux. En même temps, les peuples orientaux démontrent par leur action positive qu'ils disposent d'énergies propres pour réorganiser leur existence sur des bases collectives, conformes à leurs traditions, c'est-à-dire sur les assises des libertés populaires.

Les faits que nous venons d'énumérer, de même que l'évolution technique de notre époque, démontrent que les idées du socialisme libertaire sont appelées à jouer un rôle important, un rôle décisif, dans le processus du renouveau démocratique et social, dans la possible évolution du monde vers le bien-être, la liberté et la paix, pour tous les hommes et tous les peuples de la terre.

Les forces libertaires du monde occidental doivent passer à l'action pour appuyer la lutte des peuples orientaux vers leur émancipation. Les Etats qui représentent la violence totalitaire sont unis pour défendre leurs intérêts bâtards, mais les forces de liberté et de progrès doivent se préparer pour vaincre dans la bataille qui décidera le sort de l'homme. Il est impossible de créer une Europe libre tant que les dictatures de Franco et Salazar poursuivent et fusillent impunément les hommes libres de la terre ibérique. Il est impossible de parler de démocratie tant que des pays de l'Amérique latine demeurent soumis et opprimés par des tyrans protégés par les Etats-Unis. Il est impossible de parler de socialisme tant que l'Etat qui le symbolise maintient des peuples entiers prisonniers d'un empire de terreur et de misère.

Un monde d'hommes libres et fédérés, ou un monde d'esclaves pourchassés, telle est l'alternative qui s'offre à nous. Notre choix ne peut pas faire de doute. Il faut créer une Europe nouvelle, une Europe de travailleurs libres qui ne peut être celle de la réaction ni celle du totalitarisme moderne. Il faut construire un monde où la liberté ne sera pas un crime, et où le socialisme ne sera pas un instrument barbare au service de maîtres qui se disent les serviteurs de la classe ouvrière.

Travailleurs, hommes libres ! Combattez la réaction bolchévique ! Luttez contre toutes les formes de la dictature ! Déracinez l'injustice pour servir l'humanité !

La lutte pour la libération des peuples opprimés par les dictateurs rouges ou noirs est l'impératif le plus sacré de l'heure. La voix de la justice nous appelle. Elle doit être écoutée par tous ceux qui connaissent la force de la noblesse et de la générosité. Solidarité avec les travailleurs d'Espagne, du Portugal, du Venezuela, de Saint-Domingue, du Guatemala, avec la population noire de l'Afrique du Sud !

Aide au peuple hongrois et à tous les peuples opprimés par le bolchévisme, pour leur libération du joug impérialiste russe ! Il faut instaurer une société meilleure basée sur la paix et la communauté universelle des hommes.

OU VA LE TITISME ?

OU QUESTIONS DU SOCIALISME

« LE SOCIALISME A REÇU UN COUP TERRIBLE »

Le discours prononcé le 11 novembre à Pola par le président Tito et le Message du nouvel an au peuple yougoslave nous offrent suffisamment d'éléments pour caractériser le « titisme » et son évolution au cours de l'année 1956 si riche en événements internationaux.

Dans ce fameux discours qui a déjà fait couler tant d'encre Tito expose ses vues — et non celles du parti communiste yougoslave — sur les problèmes internationaux et plus spécialement sur les événements de Hongrie.

Parlant du culte de la personnalité, il dit :

— Nous avons dit, dès le début qu'il ne s'agissait pas seulement du culte de la personnalité mais du système qui a rendu possible la naissance de ce culte, que là se trouvait la racine du mal et que c'est là qu'il s'agissait de frapper. Quelles sont ces racines ? C'est l'appareil bureaucratique, c'est le système de direction, c'est la volonté d'ignorer le rôle et les aspirations des masses travailleuses, ce sont les Enver Hodja, les Chevu et autres dirigeants des partis occidentaux et orientaux qui s'opposent à la déstalinisation et aux décisions du XX^e Congrès qui ont beaucoup contribué à consolider le système de Staline et qui travaillent actuellement à sa restauration et à sa résurrection.

C'est là que se trouvent les racines

Passant aux événements de Hongrie il critique le fameux Geroé, stalinien notoire dont les Hongrois demandaient la destitution.

— Geroé, dit-il, est revenu à ses anciennes habitudes. Il a qualifié de racaille les centaines de milliers de manifestants qui ne faisaient encore que manifester et il a insulté presque tout le peuple. Dans un moment aussi critique, lorsque tout est en ébullition, que tout un peuple est mécontent, il ose appeler racaille ce peuple dans lequel se trouvent tant de communistes et de jeunes, peut-être en majorité. Cela a suffi pour mettre le feu aux poudres.

Au sujet des deux interventions de l'armée russe il pense que la première intervention n'était pas nécessaire et qu'elle a été une erreur absolue.

Quant à la deuxième voici sa position :

— Il est évident que — nous l'avons dit et nous le dirons toujours — nous sommes contre l'emploi de la force armée étrangère. Mais quel est maintenant le *moindre mal* ? Le chaos, la guerre civile, la contre-révolution, ou bien l'intervention des troupes soviétiques qui se trouvaient déjà en Hongrie. L'un est une catastrophe, l'autre une erreur. Et naturellement, si cela sauve vraiment le socialisme en Hongrie, nous pouvons dire : *l'intervention soviétique a été nécessaire*.

Et il conclut :

— Je suis profondément convaincu que le sang versé en Hongrie et les sacrifices immenses du peuple hongrois auront des résultats positifs, et que les camarades en U.R.S.S., même les éléments staliniens, commencent enfin à voir clair, à comprendre qu'on ne peut plus continuer de la sorte. Non, on ne peut plus. Notre tragédie, notre tragédie à tous, c'est que le socialisme a reçu un coup terrible. Il est compromis.

Le Message du nouvel an est aussi caractéristique.

Que trouvons-nous dans ce Message ?

La confiance dans l'O.N.U. pour résoudre les conflits par la voie pacifique.

Le développement de la collaboration pacifique pour la coexistence active.

La méfiance enracinée provenant de la division en blocs qui règne entre les Etats, principal obstacle à la coexistence pacifique.

Enfin l'arrestation de Djilas, compagnon de Tito dans la résistance et considéré pendant toute une période comme dauphin éventuel, ayant occupé les plus hautes fonctions dans l'appareil du parti, sa condamnation à trois ans de prison, les attaques ignobles dont il a été l'objet dans la presse yougoslave constituent un autre élément pour juger l'évolution actuelle du titisme.

Tito et Khrouchtchev cousins germains

Dans le discours de Pola, Tito s'en prend au culte de la personnalité et au système de direction, c'est-à-dire à l'appareil bureaucratique, mais on peut se demander si le fameux culte de la personnalité n'existe pas également à une échelle assez développée en Yougoslavie où s'étalent en lettres gigantesques sur les murs, sur les immeubles, les monuments publics, l'inscription Vive Tito, Vive le camarade Tito, où le même Tito n'éprouve nullement le besoin de rentrer dans le rang et où on peut supposer et même affirmer qu'il sera — sauf accident — président jusqu'à sa mort.

Longue vie au camarade Staline. Longue vie au camarade Tito !

Ce discours ne nous apprend rien d'ailleurs sur les causes et le développement de cette fameuse bureaucratie en U.R.S.S. Il ne suffit pas de condamner le système mais il faudrait une analyse profonde sur les causes de la dégénérescence du parti bolchevik aboutissant à un capitalisme d'Etat autoritaire et à une prolifération de parasites bureaucrates, fortement hiérarchisés. Il faudrait remonter aux vraies racines d'un mal qui n'est pas spécifiquement celui de l'U.R.S.S. mais aussi celui de tous les Etats satellites, de tous les partis communistes et aussi, dans une certaine mesure, celui de la Yougoslavie.

Car la bureaucratie et le capitalisme d'Etat existent aussi en Yougoslavie.

Evidemment cette bureaucratie ne s'étale pas d'une façon insolente comme en U.R.S.S., elle ne jouit pas des mêmes prérogatives et des mêmes privilèges. Mais cette bureaucratie, comme nous avons pu le constater, roule dans de belles voitures américaines de plus de 3 millions alors que la masse va à pied, va se lézarder l'après-midi au camp diplomatique, station balnéaire située sur la Save, à 12 km de Belgrade, en compagnie de messieurs les ambassadeurs et consuls de toutes nationalités.

Elle tient les postes de commande, s'infiltré dans tous les rouages administratifs, entrave le fonctionnement des conseils ouvriers à tel point que Kardelj a pu déclarer — que les nombreuses mesures économiques et autres, prises surtout au cours de l'année dernière, ont tellement entravé le fonctionnement autonome des conseils ouvriers et des communes que leur activité en a été réduite au-dessous du minimum admissible (par exemple en ce qui concerne les salaires) de sorte que nos interventions montrent une certaine tendance à se transformer en une méthode bureaucratique administrative. Au-

aujourd'hui nos prescriptions obligent les communes à demander l'approbation des arrondissements dans presque toutes les questions de quelque importance et les arrondissements, à leur tour, l'approbation des républiques (*discours prononcé à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1956*).

Tito critique Géroé, stalinien notoire, mais observe un silence complet en ce qui concerne Boulganine et Khrouchtchev — « B » et « K » — hier encore staliniens notoires et qui continuent à déclarer que Staline, malgré de nombreuses « fautes » a été un bon communiste. Nous ne pouvons admettre cette distinction subtile entre staliniens et antistaliniens de fraîche date, entre les démons et les anges, tous fils spirituels de Staline.

Staline n'est qu'un homme, un communiste entre les autres mais il incarne pour nous un mal terrible — une vérole comme dit Jean-Paul Sartre dans « France Observateur » — qui a pris ses racines dans un terrain favorable et s'est ramifié dans des proportions gigantesques. Géroé, Kadar, Boulganine, Khrouchtchev (mous), Molotov et Malenkov (durs) — Beria, Thorez et Cie et même Tito sont tous issus de ce même père, sont tous cousins germains et nous ne faisons pas de distinction entre staliniens déstalinisés, entre durs et mous, les durs devenant mous, les mous devenant durs suivant les nécessités de la politique.

Et l'hérétique Tito ne désavoue pas ces liens de parenté.

Le système des boucs émissaires, qui dure depuis pas mal de temps permet les virages, les exercices d'équilibre, les rétablissements plus ou moins spectaculaires depuis que le capitalisme d'Etat est devenu la mamelle de tout bon bureaucrate qui se respecte.

Parlant des conseils ouvriers et des communes autonomes, Kardelj écrit :

— Les causes fondamentales des difficultés du développement des conseils ouvriers et des communes ne proviennent pas de l'ingérence des organismes administratifs dans l'activité des organisations autonomes. La cause principale doit être cherchée sans doute dans notre situation économique et dans nos rapports économiques qui, pour des causes objectives comme pour des causes subjectives, changent assez lentement.

Nous trouvons là : 1° l'aveu de la tutelle de l'appareil d'Etat ; 2° l'aveu de la situation économique peu brillante de la Yougoslavie.

L'attitude de Tito et des dirigeants yougoslaves au sujet de l'intervention soviétique en Hongrie est assez embarrassée. Est-ce le désir de ménager Khrouchtchev et la déstalinisation en cours ?

D'une part Tito considère que cette intervention a été un moindre mal et d'autre part il pense que le *socialisme a reçu un coup terrible*.

Il y a belle lurette que le socialisme a reçu un coup terrible en U.R.S.S. et de coups terribles en coups terribles... Tito nous donne l'impression qu'il a le sommeil assez lourd.

Il y a longtemps que cette théorie du moindre mal a été condamnée. On ne porte pas la révolution à la pointe des baïonnettes et encore moins avec les arguments frappants des tanks et autres engins blindés. Nous avons encore souvenance des controverses passionnées qui mirent aux prises Lénine et Trotsky au moment de la révolution allemande de 1920.

Trotsky voulait faire intervenir l'armée rouge. Lénine était contre. Ce fut Lénine qui l'emporta.

Tito sous-estime le potentiel révolutionnaire des ouvriers hongrois qui constituaient partout comme en 1917 leurs conseils ouvriers et surestime le rôle pouvant être joué par les fascistes hongrois qui ne doivent plus être nombreux — les survivants se trouvant dans l'armée avec la carte du parti dans leur poche.

Les journaux yougoslaves ont bien proclamé que

« l'utilisation des troupes étrangères pour clarifier la situation intérieure est en opposition avec les principes de la politique étrangère » mais ont trouvé toutes sortes d'arguments : sauvegarde de la paix dans cette région, en Europe et dans le monde entier, développement et avenir du socialisme, développement de l'avenir des *acquisitions positives*, danger de tension internationale — pour justifier cette position du moindre mal.

La conférence dans l'O.N.U. et la fameuse coexistence pacifique constituent également des déviations titistes du point de vue doctrinal.

L'O.N.U. « resucette » de la S.D.N., cette caverne de brigands — comme disait Lénine — a manifesté depuis sa création une impuissance qu'on pourrait qualifier de congénitale.

Cela ne signifie nullement qu'on doit rejeter systématiquement toute action de l'O.N.U. mais dans l'état actuel des choses il ne faut demander à cet organisme que ce qu'il peut donner.

De même pour la coexistence pacifique, lancée à grand renfort de réclame et destinée à endormir pas mal de gens, la coexistence pacifique ne peut jouer — en admettant qu'elle joue — que pendant une période assez limitée étant donné que la paix est un état entre deux guerres et permet aux antagonistes éventuels de se préparer à la prochaine. Seul l'avènement du socialisme mondial permettra de ne plus connaître la guerre.

Il est évident que nous devons porter nos efforts pour faire jouer cette coexistence pacifique car le temps gagné sur la guerre est du temps gagné pour la paix, mais nous devons nous garder de la présenter comme une panacée qui guérira tous les maux et toutes les causes de conflits.

D'après Tito ce ne sont pas les rivalités impérialistes qui jouent aussi bien entre les Etats capitalistes même alliés — et les événements du Proche et du Moyen-Orient viennent de nous le prouver une fois de plus — qu'entre les Etats capitalistes et l'U.R.S.S. mais « la méfiance enracinée provenant de la division du monde en blocs qui règne entre les Etats », qui constitue le principal obstacle à la coexistence pacifique. Vive la confiance ! et le problème de la paix sera résolu.

Tito fait son mea-culpa

Le titisme constitue-t-il une *voie différente* de celle de l'U.R.S.S. pour parvenir au socialisme puisque la théorie des voies différentes a été maintes et maintes fois émise par différents leaders communistes de diverses nationalités — y compris Thorez ?

Le socialisme a-t-il progressé davantage en Yougoslavie et tout y est-il pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Tito se charge de nous répondre dans son « Message du nouvel an » où il reconnaît :

- l'insuffisance des biens de consommation ;
- l'acuité du problème des salaires stimulant pour les ouvriers producteurs ;
- le renoncement à construire certaines entreprises industrielles. On se contentera de replâtrer de vieilles bâtisses ;
- le manque de modernisation de l'agriculture qui ne devrait plus s'en tenir aux méthodes anciennes et périmées, et l'incompétence de certains experts agricoles qui s'opposent aux innovations.

On croirait entendre le mea culpa du rapporteur au XX^e Congrès de l'U.R.S.S., la seule différence étant que l'U.R.S.S. a fait sa révolution en 1917 et la Yougoslavie en 1945 seulement !

Et Kardelj d'opiner dans un style genre bureaucratique où il est assez difficile d'extraire la substantielle pilule des monceaux d'éloquence doctrinale dans lesquels elle se trouve enveloppée en reconnaissant « les difficultés contre lesquelles nous avons à lutter aujourd'hui » et les difficultés pour progresser dans un pays relativement arriéré — ce qui est vrai.

Plus de canons que de machines

Evidemment Tito a institué la gestion ouvrière à la base et les Conseils ouvriers.

Mais ces conseils ouvriers gèrent un bien dont ils ne sont pas propriétaires, jouissent d'une autonomie relative et assez restreinte. Les ouvriers n'ayant pas le droit de grève le problème des salaires est résolu — comme en U.R.S.S. — par la bureaucratie.

Par la voix de ces conseils ouvriers qui ont tenu leur congrès en janvier, nous entendons formuler les mêmes critiques rejoignant les déclarations ci-dessus :

- Manque de moyens pour acheter des machines et élargir le goulot de la production. Il n'y a juste que ce qu'il faut pour réparer les machines qui ont plus de dix ans.

- Impossibilité de garantir les principaux crédits d'investissement.

- On ne peut rien faire actuellement pour la construction de logements.

- Discussions interminables pour savoir à quoi on emploiera le peu de moyens dont on dispose.

- Manque de collaboration entre les conseils ouvriers.

- Le taux des salaires actuel en vigueur depuis longtemps (en diminution de 10 % par rapport à l'augmentation du coût des denrées) ne permet pas de stimuler le travail.

- Manque d'ouvriers qualifiés qui quittent l'usine pour entrer dans les ateliers artisanaux.

- Abus des heures supplémentaires.

- Problème du statut des conseils ouvriers non encore résolu, etc.

(Informations yougoslaves du 10-1-57).

La « pauvreté intellectuelle » de Djilas

L'arrestation de Djilas, l'un des leaders du P.C. yougoslave constitue également un critérium de l'évolution du titisme.

Pendant de longues années Djilas, compagnon de résistance de Tito fut considéré comme un des théoriciens les plus éminents. Il fut chargé d'ailleurs à ce titre de rédiger l'article de tête : « Révolution yougoslave » dans le numéro luxueux de propagande consacré à la Yougoslavie (Macédoine) en 1952.

Dans cet article envisageant le dépérissement de l'Etat suivant les conceptions strictement léninistes, il écrivait alors :

« Il ne s'agit donc pas essentiellement de telle ou telle forme de gouvernement, car ces formes diffèrent selon les conditions historiques différentes ; il s'agit de la disparition de toutes ces formes et par conséquent de tous les partis en tant qu'ils les représentent. Non pas un ou plusieurs partis, non pas la démocratie parlementaire ou non, mais l'anéantissement graduel de certaines positions propres aux partis comme aux formes de gouvernement, tel est le but de l'humanité, telle est la voie du socialisme et de la démocratie qui, par là, arrive ainsi à se renier elle-même en tant que forme également éphémère, historiquement déterminée ».

Et voici que Djilas — parce qu'il veut faire passer dans le domaine des réalités ces conceptions, parce qu'il critique le Parti unique et sa bureaucratie, le socialisme dans un seul pays, la coexistence pacifique ; parce qu'il considère que le système de Khrouchtchev et de ses collègues est aussi dangereux que celui de Staline — est devenu le bouc émissaire en Yougoslavie et se trouve l'objet d'attaques violentes de la part du journal officiel yougoslave « Borba ».

Il y est traité de « politicien déchu, dévoré par les ambitions, sans préjugé idéologique, sans principes théoriques, d'une pauvreté intellectuelle ; il n'est qu'une arme aveugle et obéissante, d'une servilité méprisable, qui se permet de basses calomnies et

des insinuations ignobles sur le compte d'hommes d'Etat des forces démocratiques qui luttent aujourd'hui pour la paix dans le monde, pour des rapports d'amitié entre les peuples ».

Et le journal *Borba* ajoute : « Est-il possible d'être plus bas ? »

Tous ces qualificatifs destinés à discréditer un militant s'apparentent étroitement à ceux utilisés par nos staliniens : vipères lubriques, agents de la réaction, caméléons concupiscentes et autres rats visqueux, appliqués à Tito même, avant la déstalinisation.

Le but est d'isoler Djilas de la masse yougoslave où se manifeste actuellement un certain mécontentement et de donner des gages au Kremlin. Les dirigeants yougoslaves, tout comme ceux de l'U.R.S.S., préfèrent manier l'insulte plutôt que de porter la discussion de façon démocratique au sein de la ligue des communistes.

Les questions soulevées par Djilas, les déclarations de Tito et Kardelj et les critiques des conseils ouvriers débordent le cadre de la Yougoslavie.

A la suite de notre voyage en Yougoslavie nous avons déjà formulé de fortes réserves sur l'évolution possible du socialisme dans ce pays. (*Révolution prolétarienne* de novembre 1953 : Un mois en Yougoslavie).

Il faut reconnaître cependant que Tito n'a jamais utilisé les méthodes brutales et sanglantes de Staline. En U.R.S.S. Djilas condamné à 3 ans de prison ? serait déjà liquidé depuis pas mal de temps. Il faut reconnaître que Tito a fait des efforts méritoires pour élever le niveau matériel d'un pays encore arriéré au moment de la Révolution ; pour uniformiser les salaires où l'éventail ne joue que dans une faible mesure (7 à 10.000 dinars à la base à 35 à 40.000 au sommet), que le peuple est libre et circule librement tout au moins à l'intérieur du pays. Que sur le plan culturel des efforts méritoires ont été accomplis. En passant, nous tenons à déclarer honnêtement, qu'il n'y a pas à vraiment parler de misère en Yougoslavie comme Hagnauer le pense d'après les affirmations de touristes qui sont allés en Yougoslavie. Il y a sûrement plus de clochards et de miséreux à Paris qu'à Belgrade. Nous avons vu aussi des gens vêtus de loques mais dans les régions montagneuses et c'était plutôt des exceptions. Le peuple yougoslave est propre dans sa pauvreté.

Où va le titisme ?

Un fait indéniable est que le titisme porte toutes les tares du communisme stalinisé ou déstalinisé. Y a-t-il eu d'ailleurs à proprement parler déstalinisation en Yougoslavie ? En 1953, c'est-à-dire après la rupture avec le Kominform, dans une conversation assez poussée avec un professeur parlant 7 langues et occupant un poste de choix nous avons eu l'impression que l'ombre de Staline planait toujours sur la Yougoslavie, car après avoir exposé nos griefs contre le stalinisme, celui-ci, prudent, répondit simplement : « *L'histoire jugera !* »

Nous ne pouvons affirmer que cela était l'état d'âme de tous les militants, mais tout ce que nous avons pu voir et entendre confirme cette impression. Des inscriptions : « Vive Staline » s'étaient encore sur les murs.

La Yougoslavie est incurablement, comme l'U.R.S.S. et tous les pays satellites, sur les bases du socialisme dans un seul pays.

Même si le rêve de Tito : une fédération balkanique plus ou moins danubienne se réalisait, cela ne changerait rien au problème essentiel. Le nationalisme yougoslave est peut-être plus virulent que dans d'autres pays, ce qui s'explique par les luttes farouches menées au cours des siècles contre les envahisseurs de toutes races — à commencer par les Turcs pour finir par les Allemands — par son

désir d'accéder à la mer, la côte dalmate ne se prêtant pas à l'établissement de ports importants.

Nous nous souvenons toujours des déclarations ultra-nationalistes de Tito concernant Trieste :

« Nous nous lèverons tous comme un seul homme si l'on nous prenait encore un seul centimètre de notre pays ».

Comme tout nationalisme qui se respecte, la Yougoslavie entretient une forte armée qui lui dévore les trois quarts de son budget. Que peut-elle faire avec le quart restant ? Et ceci explique pourquoi les investissements pour faire de nouveaux autostrades, construire des centrales électriques, acheter des machines modernes, comme le réclament les conseils ouvriers sont réduits à leur plus simple expression.

La Yougoslavie a peu de choses à exporter, mais doit importer pas mal. Les famines consécutives à deux années de sécheresse successives ont été résolues grâce à l'aide américaine qui lie Tito dans une certaine mesure au bloc occidental.

Les salaires, notoirement insuffisants, ne progressent pas, alors que le cours des denrées a augmenté de façon appréciable et sont deux à trois fois plus élevés dans le commerce et l'artisanat privé (140.000 à 150.000 commerçants et artisans privés).

Dans le secteur agricole qui occupe une place prépondérante dans un pays presque exclusivement agricole de nombreux tiraillements se font sentir.

Les fermes collectives ont un rendement inférieur à celui d'avant guerre et tout comme en U.R.S.S. le cheptel est moins élevé qu'en 1938-1939.

Les fermes individuelles (10 hectares au maximum) arrivent péniblement à faire vivre la famille dans des conditions d'habitat parfois lamentables.

Nous avons l'impression que le socialisme avec tout ce que comporte ce mot d'améliorations pour élever le standing des masses laborieuses est stagnant et ne progresse plus, tout comme en U.R.S.S., tout comme dans les Etats satellites.

La même conception provoque les mêmes maux et les mêmes misères et le socialisme dans ces pays se traduit encore par la formule chère à Hitler : — Plus de canons que de beurre.

Dans le conflit qui oppose Djilas à Tito et à la bureaucratie yougoslave c'est Djilas qui a raison.

Le stalinisme est une monstrueuse déformation née de cette conception du socialisme dans un seul pays. Staline n'a été que le fruit d'un arbre qui a poussé sur toutes les déviations nécessitées par cette conception et la bureaucratie n'est elle-même que le fruit de la conception stalinienne.

Toutes les variétés nées de ce concept : staliens, destalinisés, titistes, communistes chinois plus ou moins teintés de boukharinisme, durs et mous, anti-durs et anti-mous, adeptes ou adversaires du Kominform, se sont révélés comme étant à peu près identiques dans leurs méthodes essentielles.

Le titisme nous donne l'impression que sa politique est oscillante et que son opposition à éclipses à la « locomotive du communisme » a surtout pour raison fondamentale son attachement à cette indépendance farouche qui s'est constamment manifestée au cours des siècles.

Tito a rué dans les brancards quand Staline a voulu étaler ses « sales pattes » sur la Yougoslavie qui constituait un bastion avancé du glacis soviétique, et ceci explique surtout la rupture avec le Kominform.

Nous avons assisté ces temps derniers à un rapprochement spectaculaire : Voyages de Khrouchtchev à Belgrade et vice-versa de Tito en U.R.S.S. avec embrassades, gerbes de fleurs, démonstrations d'amitiés. Le rat visqueux Tito était redevenu le camarade Tito.

Voici qu'à nouveau les liens d'amitié se relâchent et que Tito redevient la bête noire. On lui reproche principalement de ménager la chèvre et le chou, d'accepter l'aide américaine et de renforcer dans une certaine mesure le bloc occidental tout en préconisant la coexistence pacifique. Mais cette aide américaine, dont elle a grand besoin, n'empêche pas la Yougoslavie d'apporter une aide pécuniaire au gouvernement hongrois de Kadar.

Cette politique oscillante s'explique par le cordon ombilical qui lie encore la Yougoslavie à la patrie de tous les communistes.

Pour sortir de la stagnation actuelle Tito aura-t-il le courage de couper définitivement le cordon, d'orienter le socialisme sur des voies nouvelles, c'est-à-dire vers une politique qui rompra avec le « titisme » ?

Comme le dit Etienne Bonne dans « France Nouvelle », croire au titisme, c'est perpétuer la mystification progressiste.

Pierre VAQUEZ.

GRUPE D'ACTION SOCIALISTE DANS LES ARDENNES

On nous annonce la formation dans les Ardennes, d'un groupe d'Action socialiste, né en novembre 1956 d'un triple sursaut de révolte :

— contre la poursuite en Algérie d'une guerre de plus en plus sanglante et de plus en plus ruineuse parce que Mollet et Lacoste ont été infidèles au programme minimum que représentaient les promesses électorales du Front Républicain et les décisions du Congrès S.F.I.O. de Lille.

— contre la folle expédition franco-britannique en Egypte qui faillit entraîner un conflit mondial et n'eut d'autres effets qu'aggraver l'isolement de la France, de provoquer le blocage du canal de Suez, d'ouvrir la crise du pétrole, et de consolider enfin la position de Nasser, qu'on prétendait abattre ;

— contre l'écrasement de la révolution populaire des Conseils Ouvriers de Hongrie, le refus de laisser le peuple hongrois s'engager librement dans les voies du socialisme qui lui sont propres, la menace de retour aux pires erreurs du stalinisme.

Ce groupe, lié aux départements voisins de la Marne et de l'Aisne, est en relation avec des militants de 42 autres départements. Il a pris contact avec des libéraux d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire, ainsi qu'avec le parti socialiste italien de Nenni, la gauche socialiste belge, l'aile bevaniste du Labour Party, les communistes de Pologne et de Yougoslavie, des socialistes allemands, des libéraux des Etats-Unis, le parti socialiste espagnol.

Il n'entend pas créer, sur le plan national, une nouvelle organisation, mais se propose de contribuer à la constitution d'une force unique de la Gauche socialiste française en collaboration avec des radicaux de tendance jacobine, des syndicalistes C.G.T., Autonomes et Force Ouvrière, des militants communistes et S.F.I.O., ainsi qu'avec le Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière, la Nouvelle Gauche, la Nation socialiste, la Jeune République et l'ensemble des mouvements se situant à l'acharnière de la S.F.I.O. et du P.C.F.

Ceux qui l'initiative intéresse peuvent écrire à Pierre Dorydam, rue des Jardins, Montcy-Saint-Pierre (Ardennes).

En ce qui nous concerne, il n'est pas question, bien entendu, de soutenir ce mouvement au nom de la « R. P. ». D'abord parce que notre revue ne peut participer qu'à des groupements purement syndicalistes. Ensuite parce que si l'initiative de nos camarades peut éveiller notre sympathie, leurs illusions sur la possibilité d'influencer l'U.R.S.S. et les cadres communistes nous paraissent assez naïves et quelque peu dangereuses.

Et les éléments auxquels ils veulent s'associer ne nous fournissent pas, par leur passé, des références suffisantes pour justifier notre espoir dans leur clairvoyance politique future.

« LE CONSULAT POLONAIS »

de Maurice Joyeux (1)

Je ne connaissais Joyeux que par ses articles du « Monde Libertaire » et, aussi, pour avoir quelques fois apprécié son éloquence aux images audacieuses. Et puis, il y avait sa réputation...

J'ai donc été curieux de lire son livre. Je l'ai acheté et je ne le regrette pas.

Le roman se passe il y a vingt-cinq ans, en pleine crise de chômage. Je vous recommande l'atmosphère du quatorzième arrondissement de Paris. Le héros du livre, Liron, venu plus ou moins de « la cloche » aborde le mouvement ouvrier par le milieu spécial des comités de chômeurs. Il y rencontrera aussitôt les « managers » du mouvement ouvrier, je veux dire : « les communistes ». Si jeune qu'il était, il ne les a pourtant pas mal vus, et, sous leur nom propre, ou sous des noms d'emprunt assez transparents, nous retrouvons ici de vieilles connaissances. Mais, ce qui est plus important, les types humains sont bien dessinés et nous reconnaissons comme vrais leurs traits principaux. Ils sont d'ailleurs loin d'être tous antipathiques. Allez, comme moi, en reconnaître quelques-uns...

Mais, bien plus qu'un roman psychologique, il s'agit d'un livre d'action. Une action qui ne vous laisse pas souffler. J'imagine que même un lecteur ordinaire, « dans ses pantoufles », ne manquerait pas d'être pris par cette action comme il l'est par un roman policier. (La police prend d'ailleurs sa place dans le roman et je n'ai pas besoin de dire qu'elle y est à la hauteur de sa réputation.) Mais que dire d'un militant ou d'un « ex » qui revit parfois dans cette action des scènes vécues du bon vieux temps ! Le livre s'ordonne autour de trois événements principaux : une manifestation de chômeurs dans les parages de la station d'Alésia. Ensuite, le congrès de la C.G.T.U. à la salle Huyghens, en 1933 (alors, là, vous retrouverez des personnages !) : c'est le premier congrès pour Liron ; avouez qu'il n'a pas de chance ! C'est en réalité le dernier congrès d'une organisation moribonde, et les exploits que Joyeux nous décrit sont les cris de triomphe de chourineurs sur le cadavre de leur victime. Ils iront bientôt « coloniser » ailleurs. Enfin, et c'est le « bouquet » du roman qui lui donne d'ailleurs son titre, l'assaut et l'invasion du consulat polonais, du côté de la place Péreire. Vous serez hale-tants. Mais pourquoi Joyeux parle-t-il plus loin de « l'échec » de l'affaire du consulat ? Je ne vois pas ce qu'on en pouvait attendre de mieux.

Nous devons parler aussi des quelques grains d'érotisme que contient le livre de Joyeux, comme tout roman contemporain qui se respecte. Remarquez que je m'en trouve pas mal personnellement. Je vous recommande particulièrement, en ce domaine, la « prise en main »... et la chute d'Odette, la « militante », que ses airs pincés ne protègent pas, au contraire. Mais elle aurait bien tort de s'en plaindre. Soyez sûrs qu'elle n'y songe pas.

Que dire maintenant du style ? Je distingue au moins trois styles : il y a celui du récit qui doit être bon puisqu'on ne s'en aperçoit pas ; il y a celui de la description que Joyeux a liché un peu, mais qui me plaît tel qu'il est. De la rue Huyghens à Plaisance et à Levallois, je m'y retrouve ! Et puis il y a un troisième style, celui que probablement Joyeux doit préférer, celui que j'appellerai le « grand style » réservé aux « grandes idées ». De celui-là, je dirai simplement qu'il ne m'est pas clair...

Joyeux ne m'en voudra pas trop, je l'espère. J'ai dit et je répète que son bouquin est bon. Je le recommande à tous ceux qui n'ont pas encore renoncé à « l'action » et aux autres aussi, aux jeunes qui veulent s'édifier et aux moins jeunes qui « vivent sur un capital de souvenirs ».

R. GUILLORE.

(1) Calmann-Lévy, éditeur.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER
DANS LA LOIRE

M. Pétrus Faure, maire du Chambon-Feugerolles, vient de publier « L'Histoire du mouvement ouvrier dans la Loire » (1), depuis les débuts de l'industrialisation dans cette région jusqu'à la dernière guerre mondiale.

C'est le premier ouvrage qui traite de ce passionnant problème.

La Loire a été l'un des premiers centres industriels de France. Cela tient à la présence du charbon qui a été utilisé pour la forge des armes dès la fin du moyen âge et c'est François 1^{er} qui créa à Saint-Etienne la manufacture nationale d'armes. Le tissage du ruban fut introduit au XVII^e siècle ; il occupa bientôt plus de 20.000 personnes et c'est dans cette industrie que furent déclenchées les premières grèves, au XVIII^e siècle, cruellement réprimées (1744, 1711, 1786 et 1787).

L'agitation ouvrière gagna les mineurs dès la troisième décennie du XIX^e siècle, tandis qu'elle se poursuivait chez les rubaniers ; puis elle gagna la métallurgie qui connut un rapide essor après l'introduction de la machine à vapeur, avec la création des grandes usines qui, de 1840 à 1870, se spécialisèrent dans la fabrication du matériel de chemin de fer, dans l'armement et dans l'outillage.

Pétrus Faure a amassé une riche documentation sur chacune des grèves qui jalonnent l'histoire de ce département ouvrier. Au risque d'être un peu long, il en traite l'histoire avec forces détails, ce qui donne à son évocation des faits le caractère d'un témoignage exprimé en un langage simple, le langage d'un ouvrier qui, chaque fois, reprend son récit en suivant le déroulement chronologique des événements. Mais ces luttes ne sont pas simplement juxtaposées, elles sont situées dans l'évolution économique et dans l'évolution des conditions de travail et de vie du monde ouvrier. Pétrus Faure nous montre la naissance du mouvement ouvrier sous toutes ses formes et il en suit minutieusement le développement. Le texte est abondamment illustré.

Dans un prochain numéro, nous reproduisons quelques extraits les plus caractéristiques, sur les grèves qui marquèrent le début de ce siècle, à l'époque héroïque du syndicalisme révolutionnaire.

« L'Histoire du mouvement ouvrier dans la Loire » intéresse tous les militants syndicalistes.

U. THEVENON.

(1) L'exemplaire : 1.000 fr. chez l'auteur : Pétrus Faure à Chambon-Feugerolles. C.C.P. Lyon 179-30.

LA SITUATION
DANS LE BLED ALGERIEN

Nous extrayons de la lettre d'un lecteur publiée dans le numéro du 15 février de l'hebdomadaire financier *la Vie française*, le passage suivant :

Les agriculteurs de la région de Courbet (75 km est d'Alger), où j'ai une exploitation, n'ont cessé de demander, auprès des pouvoirs civils et militaires, une protection qui ne s'est jamais manifestée. Une abondante correspondance en fait foi.

Les résultats sont éloquentes : toutes les fermes, l'une après l'autre, ont été et sont attaquées, incendiées, le cheptel massacré et les habitants échappant parfois que par miracle à la tuerie. Des victimes sont à déplorer, les unes accompagnées au cimetière, les autres à l'hôpital.

Les fermes de la région sont abandonnées et les risques sont grands lorsque les intrépides décident de s'y rendre « à la sauvette ».

Le Gouvernement général m'écrit ce jour, en réponse à une demande d'enquête d'arrachage d'un vignoble que je ne puis plus exploiter : « J'ai l'honneur de vous signaler qu'il nous est impossible d'aller expertiser actuellement votre vigne en raison de l'insécurité existant dans votre région », ce qui constitue un témoignage officiel, sous couvert du ministère de l'Agriculture !

L'AFFAIRE DE GAZA

Comme nous donnons le bon à tirer de ce numéro, les journaux nous apprennent la dangereuse aggravation de l'affaire de Gaza. Louzon, qui étudie le problème dans ses notes, ne pouvait connaître, en les rédigeant, la dernière initiative de Nasser (12-3-57). Il a parfaitement le droit de dire tout ce qu'il pense de la question. Cette pleine liberté est conforme à la tradition constante de la « R.P. ». Elle a ici l'avantage d'obliger à étudier le problème **objectivement**, même — surtout ! — si l'on s'irrite des conclusions de Louzon.

Le problème Nasser a déjà provoqué dans nos colonnes des études contradictoires. Si nous n'avons participé au débat que... par la bande, c'est peut-être parce que pas mal de camarades se laissent dominer en cette affaire par des partis pris passionnés qui contrarient une information objective.

Il faut, paraît-il, se prononcer nettement. Nous rejetons cette sommation. On a le droit d'exiger de nous un choix sans ambiguïté, lorsqu'il s'agit de **luttres incontestablement ouvrières**. Ce n'est pas le cas ici. Nous n'accordons le bénéfice du préjugé favorable ni à Nasser, ni au gouvernement israélien. Nous sommes avec le peuple égyptien... Nous nous refusons à condamner comme impérialistes ces travailleurs israéliens qui ont réalisé « le socialisme dans un seul village », dont l'œuvre, selon une lettre de Souchy au congrès des syndicalistes libertaires suédois, s'apparente à celle des héros de la C.N.T. espagnole, créateurs des « communautés agricoles » de 1937.

Il n'y a pas de « soudards » israéliens. Il y a des ouvriers et des paysans qui veulent défendre leur œuvre. Ceux-là ne sont pas responsables des « erreurs » commises par les Occidentaux (la constitution de l'Etat d'Israël en fut peut-être une). Ceux-là ont pu commettre des actes barbares que la guerre n'excuse pas. Mais ils sont les survivants d'une extermination sans aucun précédent. On disperse plus facilement les cendres de millions de Juifs liquidés que quelques cadavres. Ici et là, nous voulons voir la **tragédie individuelle** sous l'atrocité des statistiques. Ce n'est pas notre faute s'il faut plus de mémoire et d'imagination dans le premier cas que dans le second.

Il reste que bien avant l'affaire de Suez, des « socialistes » (! ?) syriens refusaient (selon confidences à Gallienne) d'admettre des Juifs dans leur parti. Tandis qu'au congrès des « Etats-Unis socialistes d'Europe » de 1948, alors que les délégués polonais protestaient contre la présence des Allemands, des socialistes juifs tendaient la main aux socialistes allemands, victimes comme eux de l'**hitlérisme**.

Il y a la question des réfugiés arabes qui doit être résolue, même si cela oblige Israël à des sacrifices, mais qui n'est qu'une chapitre — pas le plus dramatique — du problème des déplacements de populations et des réfugiés qui se pose en Europe, au Vietnam, en Corée... On oublie facilement que l'affaire israélienne s'est justement alourdie... par la masse des immigrants juifs apatrides... à qui personne n'a offert un autre foyer que la Palestine.

Quant à notre position « arabophile », nous pouvons la résumer en formules très nettes :

1) Nous sommes pour la libération de tous les peuples d'Asie et d'Afrique, étant bien entendu que cette libération politique doit suivre la voie la plus démocratique possible et qu'elle ne résout aucun problème économique et social. Nous ap-

prouvons dans cet esprit la conférence de Bandung.

2) Nous n'acceptons pas de confondre les représentants qualifiés des peuples algérien, marocain et tunisien avec Nasser. L'Egypte jouit de l'indépendance politique. En condamnant l'opération franco-anglaise de Suez, nous avons condamné l'impérialisme colonial. L'aide économique à l'Egypte soulève d'autres problèmes. Mais dire que la présence d'Israël empêche la réalisation du socialisme dans les Etats arabes... c'est officialiser le facile alibi des dictateurs.

Voilà qui nous paraît suffisamment net et précis.

R. H

APPEL A LA SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES HONGROIS REFUGIES EN FRANCE

Beaucoup de révolutionnaires hongrois réfugiés en Occident se demandent depuis des mois : « Pourquoi ne nous est-il pas permis de sortir de l'isolement des camps d'accueil et des centres d'hébergement militaires ? Nous voudrions pouvoir communiquer librement entre nous et avec les populations occidentales ; apprendre leur langue ; trouver un gîte et un gagne-pain honorables ; discuter les problèmes contemporains avec les travailleurs manuels et intellectuels de l'Occident ; connaître leur vie et leur faire connaître notre propre expérience ; enfin recevoir, de façon directe et sûre, des nouvelles du pays. »

Tout cela est non seulement légitime, mais indispensable, et peut être réalisé, avec de la bonne volonté et de la persévérance. Car, du côté des peuples occidentaux, existe aussi ce même désir de savoir et de venir en aide. En particulier, dans les milieux syndicaux et les organisations d'avant-garde indépendantes de l'influence stalinienne, chez les ouvriers, paysans, étudiants, autochtones ou plus anciennement émigrés, se manifeste envers les victimes de la répression un esprit de solidarité qui ne savait pas comment s'employer.

Grâce à quelques réfugiés de confiance, qui se sont offerts comme interprètes et traducteurs bénévoles, nous espérons surmonter peu à peu l'obstacle linguistique qui pèse lourdement sur les rapports entre révolutionnaires hongrois et ceux qui ont, en Occident, approuvé leur courageuse résistance.

Que ceux qui veulent entrer en correspondance avec un réfugié se fassent connaître en précisant la forme d'entraide qu'ils envisagent. Nous tâcherons de leur trouver un ou plusieurs correspondants, les plus rapprochés possible par la localité, la profession, les idées ou aspirations.

Nous espérons également être en mesure de fournir un bulletin d'information concernant les événements et les problèmes de la Hongrie révolutionnaire et de l'exil hongrois, rédigé en français et en hongrois.

Adresse provisoire : Cercles Hongrois Libre Examen, Maison des Sociétés Savantes, 28, Rue Serpente, à Paris VI^e.

Cercle Zimmerwald

—:—:—
DIMANCHE 31 MARS

à 15 heures

78, rue de l'Université

Discussion sur la Révolution hongroise

avec la participation de camarades hongrois

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1^{er} FEVRIER. — Renvoi « sine die » de la visite de Tito aux Etats-Unis.

SAMEDI 2 FEVRIER. — Quatre exécutions capitales à Constantine (Algérie).

— Sanctions administratives et judiciaires contre les grévistes d'Algérie.

LUNDI 4 FEVRIER. — Ouverture du débat sur l'Algérie à la commission politique de l'O.N.U.

— L'Assemblée nationale a voté par 385 voix contre 193 la nouvelle organisation des territoires d'outre-mer.

— La Confédération des syndicats médicaux déclare son opposition absolue au projet Gazier.

MARDI 5 FEVRIER. — Congrès à Venise du parti socialiste de Nenni.

— Sixième session du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

MERCREDI 6 FEVRIER. — La Fédération des Libéraux d'Algérie s'élève contre les mesures autoritaires contre la grève des Musulmans et les pillages tolérés.

VENDREDI 8 FEVRIER. — La discussion continue à l'O.N.U. sur l'Algérie. Les délégués tunisien et séoudite s'affirment contre la politique française.

SAMEDI 9 FEVRIER. — Ollenhauer, président du parti social-démocrate allemand, propose un système de sécurité collective pour l'Europe destiné à remplacer l'O.T.A.N. et le pacte de Varsovie.

LUNDI 11 FEVRIER. — Le congrès socialiste italien de Nenni s'est prononcé à l'unanimité pour la réunification.

— Engins déposés dans les lieux publics en Algérie : plus de 20 morts et une centaine de blessés.

— A Strasbourg assemblée extraordinaire du pool charbon-acier.

MARDI 12 FEVRIER. — Conventions diplomatique et judiciaire entre le Maroc et l'Espagne.

— Benalla est condamné à mort à Oran, après avoir affirmé que sa déclaration de ralliement avait été obtenue par la contrainte.

— Note de Boulganine au chancelier Adenauer.

MERCREDI 13 FEVRIER. — La délégation soviétique demande à l'O.N.U. d'étudier les menaces américaines contre la paix.

— Arrestation de plusieurs avocats musulmans à Alger.

— Arrestation à Paris de plusieurs responsables du Mouvement national algérien.

— Grève des dockers américains de la côte atlantique.

— Condamnation à mort en Hongrie pour détention d'armes.

— Réunion à Dakar du mouvement socialiste africain.

VENDREDI 15 FEVRIER. — Le bureau de l'assemblée de l'O.N.U. repousse tout débat sur les menaces américaines contre la paix.

— Entretiens officiels franco-tunisiens à Tunis.

— L'Assemblée nationale, contre les voix communistes, se prononce pour la création d'une commission sur les crimes contre l'humanité.

— Fin de la grève des métallurgistes du Schleswig-Holstein.

SAMEDI 16 FEVRIER. — A l'O.N.U. motion unanime espérant une coopération pacifique en Algérie.

— M. Gromyko remplace M. Chepilov au ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

LUNDI 18 FEVRIER. — Conférence des ministres des Affaires étrangères des six Etats européens qui sera suivie d'une conférence des chefs de gouvernements.

— La commission de tutelle de l'O.N.U. demande l'indépendance à une date rapprochée pour cinq territoires africains dont Togo et Cameroun.

— Charles Tillon rétabli dans tous ses droits dans le parti communiste.

MARDI 19 FEVRIER. — Comité confédéral de la C.F.T.C. réclamant le relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti.

— Grève des postiers décidée par la C.G.T. et la C.F.T.C.

— L'Assemblée nationale vote l'augmentation de la retraite des mineurs de 10 pour cent.

MERCREDI 20 FEVRIER. — Accord des six chefs de gouvernement sur l'association des Territoires d'outre-mer au marché commun européen.

JEUDI 21 FEVRIER. — Appel du président Eisenhower à Ben Gourion pour l'évacuation du territoire égyptien.

VENDREDI 22 FEVRIER. — Elections des délégués du personnel aux usines Peugeot : la C.G.T. perd cinq sièges.

— « L'Espoir », organe des libéraux d'Algérie, suspend sa parution.

— Grève de 24 heures dans le Gaz et l'Electricité. Participation : 95 pour cent des effectifs.

— Rejet par les Trois puissances occidentales du projet russe sur le désarmement.

SAMEDI 23. — Le gouvernement israélien disposé à confier à l'O.N.U. l'administration de la zone de Gaza.

DIMANCHE 24 FEVRIER. — Départ du Président G. Mollet pour les Etats-Unis.

LUNDI 25 FEVRIER. — Constitution d'un gouvernement Kishi au Japon.

— Remaniement gouvernemental en Espagne.

— Grève illimitée des agents de lycée.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1957

R E C E T T E S

Abonnements ordinaires	43.080	
Abonnements de soutien	11.000	
		54.080
Souscription		4.535
Vente « R. P. »		3.750
Vente « Charte d'Amiens »		1.850
Vente « Hongrie ouvrière » (1)		1.300
Reçu pour l'Union des Syndicalistes (1)		500
Remboursement par l'Union des Syndicalistes		20.000
		86.015
En caisse fin janvier		98.181
		184.196

D E P E N S E S

Frais d'expédition	3.305	
Téléphone	3.920	
Impression et papier (« Hongrie ouvrière »)	46.850	
Virement à l'Union des Syndicalistes (1)	1.800	
		55.875
En caisse à fin février :		
Espèces	12.849	
Chèques postaux	115.672	
		128.521
		184.196

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

F. Charbit (Haute-Garonne) 1.500 ; G. Claveyrolas (Loire) 1.500 ; M. Lancia (Jura) 2.000 ; R. Morvezen (Morbihan) 2.000 ; H. Poulet (Seine-et-Oise) 2.000 ; J. Vautard (Sarre) 2.000. — Total : 11.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

M. Buisson (Jura) 200 ; J. Duperray (Loire) 200 ; F. Escoffier (Vaucluse) 200 ; A. Favreau (Gironde) 285 ; M. Giauffret (Alpes-Maritimes) 500 ; Bettina Grandjouan (Paris) 500 ; E. Heran (Aveyron) 200 ; C. Joubert (Loire) 500 ; Marguerite Landry (Vienne) 500 ; M. Maurin (Pas-de-Calais) 150 ; A. Plantier (Paris) 200 ; Mlle M.-A. Rondet (Loire) 500 ; G. Rosé (Paris) 600. — Total : 4.535 francs.

(1) Nous recommandons à nos lecteurs d'adresser le montant de leur adhésion à l'Union des Syndicalistes (ou de leurs commandes de la brochure sur la « Hongrie ouvrière ») au compte courant postal de son trésorier : Robert Marchetti, 1, Rue Dulaure, à Paris (20^e), C.O.P. Paris 7473-08.

Il y a quatre mois, la tragédie hongroise provoquait une émotion générale, exploitée par des gens dont les intentions n'étaient pas pures...

On s'est calmé, on s'est habitué à lire dans les quotidiens des informations qui prouvent cependant que l'assassinat du peuple hongrois continue... que les frontières de Hongrie ne sont plus que des fils de fer barbelés entourant un immense camp de concentration.

Et dans notre pays, les émigrés sont traités en intrus, en suspects, sont victimes de l'abominable propagande des agents de Moscou.

Déjà l'affaire de Hongrie n'est plus qu'un argument électoral parmi tant d'autres.

Déjà les complices français des assassins du peuple hongrois remontent le courant.

Nous en appelons à tous ceux pour qui la tragédie hongroise appartient à la légende ouvrière, comme la Commune parisienne de 1871, la Résistance révolutionnaire à Franco de 1936 à 1939.

Si vous restez fidèles à la solidarité ouvrière internationale, si vous voulez arracher toute la classe ouvrière française aux hommes de Moscou, rouge du sang des ouvriers, lisez, répandez, diffusez la 2^e brochure de l'Union des Syndicalistes :

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière

Un avant-propos de Louis MERCIER

Les causes de l'insurrection - Ses caractères

DOCUMENTS : Les appels du Conseil des ouvriers ;
du Comité d'organisation des Syndicats libres ;
des Etudiants révolutionnaires ;

Un décret sur les Conseils ouvriers ;

Un article sur le Droit de grève ;

Tableau des prix de 1949 à 1954.

**AUCUN MILITANT OUVRIER ET RÉVOLUTIONNAIRE,
AUCUN HOMME LIBRE NE DOIT IGNORER LA PORTÉE
DE LA RÉVOLUTION HONGROISE**

Demandez nos brochures : l'exemplaire : 50 fr. — Le colis de 20 : 500 fr.

Adresser commandes et mandats à :

Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, Paris-20^e — C.C.P. Paris 7473.08.